<Date>7.9.2018</Date> A8-0313/ <NumOfAM>001-117</NumOfAM>

**AMENDEMENTS 001-117**

déposés par la <Committee>commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures</Committee>

**Rapport**

<Chairman>**Cornelia Ernst**</Chairman><A5Nr>**A8-0313/2017**</A5Nr>

<ShortTitel>Protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l’Union et libre circulation de ces données</ShortTitel>

<Procedure>Proposition de règlement</Procedure> <ReferenceNo>(COM(2017)0008 – C8-0008/2017 – 2017/0002(COD))</ReferenceNo>

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Amendement 1

Proposition de règlement

Considérant 1

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1) La protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel est un droit fondamental. L’article 8, paragraphe 1, de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne (ci-après dénommée la «charte») et l’article 16, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne disposent que toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant. | 1) La protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel est un droit fondamental. L’article 8, paragraphe 1, de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne (ci-après dénommée la «charte») et l’article 16, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne disposent que toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant. ***Ce droit est également garanti par l’article 8 de la Convention européenne des droits de l’homme.*** |

Amendement 2

Proposition de règlement

Considérant 5

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5) Il est dans l’intérêt d’une approche cohérente de la protection des données à caractère personnel dans l’ensemble de l’Union, et de la libre circulation des données à caractère personnel au sein de l’Union, d’aligner ***autant que possible*** les règles en matière de protection des données pour les institutions et ***organes*** de l’Union sur les règles en matière de protection des données adoptées pour le secteur public dans les États membres. Chaque fois que les dispositions du présent règlement se fondent sur la même notion que les dispositions du règlement(UE)2016/679, les dispositions de ces deux instruments devraient être interprétées de manière homogène, notamment en raison du fait que le régime du présent règlement devrait être compris comme équivalent au régime du règlement(UE)2016/679. | 5) Il est dans l’intérêt d’une approche cohérente de la protection des données à caractère personnel dans l’ensemble de l’Union, et de la libre circulation des données à caractère personnel au sein de l’Union, d’aligner les règles en matière de protection des données pour les institutions***, organes*** et ***organismes*** de l’Union sur les règles en matière de protection des données adoptées pour le secteur public dans les États membres. Chaque fois que les dispositions du présent règlement se fondent sur la même notion que les dispositions du règlement(UE)2016/679, les dispositions de ces deux instruments devraient***, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l’Union européenne1 bis,*** être interprétées de manière homogène, notamment en raison du fait que le régime du présent règlement devrait être compris comme équivalent au régime du règlement(UE)2016/679. |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Voir l’arrêt de la Cour de justice du 9 mars 2010 dans l’affaire C-518/07, Commission/Allemagne, ECLI:EU:C:2010:125, points 26 et 28.*** |

Amendement 3

Proposition de règlement

Considérant 7 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***7 bis)*** ***Le cadre juridique de la protection des données pour le traitement des données dans le contexte des activités menées par les institutions et organes de l’Union dans les domaines de la liberté, de la sécurité et de la justice ainsi que de la politique étrangère et de sécurité commune reste fragmenté, ce qui crée une insécurité juridique. Le présent règlement devrait par conséquent prévoir des règles harmonisées pour la protection et la libre circulation des données à caractère personnel traitées par les institutions et organes de l’Union chargés de missions relevant de la troisième partie, titre V, chapitres 4 et 5, du traité FUE et du titre V, chapitre 2, du traité UE.*** |

Amendement 4

Proposition de règlement

Considérant 8

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (8) Dans la déclaration nº 21 sur la protection des données à caractère personnel dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière, annexée à l’acte final de la conférence intergouvernementale qui a adopté le traité de Lisbonne, la conférence a reconnu que des règles spécifiques sur la protection des données à caractère personnel et sur la libre circulation des données à caractère personnel dans les domaines de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière se basant sur l’article 16 du TFUE pourraient s’avérer nécessaires en raison de la nature spécifique de ces domaines. ***Le présent règlement devrait donc s’appliquer aux agences de l’Union menant des activités dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière uniquement dans la mesure où la législation de l’Union applicable à de telles agences ne contient aucune règle spécifique relative au traitement des données à caractère personnel.*** | (8) Dans la déclaration nº 21 sur la protection des données à caractère personnel dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière, annexée à l’acte final de la conférence intergouvernementale qui a adopté le traité de Lisbonne, la conférence a reconnu que des règles spécifiques sur la protection des données à caractère personnel et sur la libre circulation des données à caractère personnel dans les domaines de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière se basant sur l’article 16 du TFUE pourraient s’avérer nécessaires en raison de la nature spécifique de ces domaines. ***Par ailleurs, étant donné la nature particulière de la politique étrangère et de sécurité commune et ses règles spécifiques relatives à la protection et à la libre circulation des données à caractère personnel, il pourrait s’avérer nécessaire d’assurer la libre circulation des données à caractère personnel dans ce domaine également. Il apparaît par conséquent judicieux de règlementer le*** traitement des données ***opérationnelles*** à caractère personnel ***par des agences de l’Union établies sur la base de la troisième partie, titre V, chapitres 4 et 5, du traité FUE et dans le cadre des missions visées à l’article 42, paragraphe 1, et aux articles 43 et 43 du traité UE en établissant des règles spécifiques qui dérogent à certaines règles générales fixées par le présent règlement***. |

Amendement 5

Proposition de règlement

Considérant 14

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 14) Le consentement devrait être donné par un acte positif clair par lequel la personne concernée manifeste de façon libre, spécifique, éclairée et univoque son accord au traitement des données à caractère personnel la concernant, par exemple au moyen d’une déclaration écrite, y compris par voie électronique, ou d’une déclaration orale. Cela pourrait se faire notamment en cochant une case lors de la consultation d’un site internet, en optant pour certains paramètres techniques pour des services de la société de l’information ou au moyen d’une autre déclaration ou d’un autre comportement indiquant clairement dans ce contexte que la personne concernée accepte le traitement proposé de ses données à caractère personnel. Il ne saurait dès lors y avoir de consentement en cas de silence, de cases cochées par défaut ou d’inactivité. Le consentement donné devrait valoir pour toutes les activités de traitement ayant la ou les mêmes finalités. Lorsque le traitement a plusieurs finalités, le consentement devrait être donné pour l’ensemble d’entre elles. Si le consentement de la personne concernée est donné à la suite d’une demande introduite par voie électronique, cette demande doit être claire et concise et ne doit pas inutilement perturber l’utilisation du service pour lequel le consentement est accordé. | 14) Le consentement devrait être donné par un acte positif clair par lequel la personne concernée manifeste de façon libre, spécifique, éclairée et univoque son accord au traitement des données à caractère personnel la concernant, par exemple au moyen d’une déclaration écrite, y compris par voie électronique, ou d’une déclaration orale. Cela pourrait se faire notamment en cochant une case lors de la consultation d’un site internet, en optant pour certains paramètres techniques pour des services de la société de l’information ou au moyen d’une autre déclaration ou d’un autre comportement indiquant clairement dans ce contexte que la personne concernée accepte le traitement proposé de ses données à caractère personnel. Il ne saurait dès lors y avoir de consentement en cas de silence, de cases cochées par défaut ou d’inactivité. Le consentement donné devrait valoir pour toutes les activités de traitement ayant la ou les mêmes finalités. Lorsque le traitement a plusieurs finalités, le consentement devrait être donné pour l’ensemble d’entre elles. Si le consentement de la personne concernée est donné à la suite d’une demande introduite par voie électronique, cette demande doit être claire et concise et ne doit pas inutilement perturber l’utilisation du service pour lequel le consentement est accordé. ***Toutefois, la personne concernée devrait avoir le droit de retirer son consentement à tout moment, sans porter atteinte à la légalité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait de celui-ci.*** |

Amendement 6

Proposition de règlement

Considérant 15

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 15) Tout traitement de données à caractère personnel devrait être licite et loyal. Le fait que des données à caractère personnel concernant des personnes physiques sont collectées, utilisées, consultées ou traitées d’une autre manière et la mesure dans laquelle ces données sont ou seront traitées devraient être transparents à l’égard des personnes physiques concernées. Le principe de transparence exige que toute information et toute communication relatives au traitement de ces données à caractère personnel soient aisément accessibles, faciles à comprendre, et formulées en des termes clairs et simples. Ce principe vaut, notamment, pour les informations communiquées aux personnes concernées sur l’identité du responsable du traitement et sur les finalités du traitement ainsi que pour les autres informations visant à assurer un traitement loyal et transparent à l’égard des personnes physiques concernées et leur droit d’obtenir la confirmation et la communication des données à caractère personnel les concernant qui font l’objet d’un traitement. Les personnes physiques devraient être informées des risques, des règles, des garanties et des droits liés au traitement des données à caractère personnel et des modalités d’exercice de leurs droits en ce qui concerne ce traitement. En particulier, les finalités spécifiques du traitement des données à caractère personnel devraient être explicites et légitimes, et déterminées lors de la collecte des données à caractère personnel. Les données à caractère personnel devraient être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire pour les finalités pour lesquelles elles sont traitées. Cela exige, notamment, de garantir que la durée de conservation des données est limitée au strict minimum. Les données à caractère personnel ne devraient être traitées que si la finalité du traitement ne peut être raisonnablement atteinte par d’autres moyens. Afin de garantir que les données ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire, des délais devraient être fixés par le responsable du traitement pour leur effacement ou pour un examen périodique. Il y a lieu de prendre toutes les mesures raisonnables afin de garantir que les données à caractère personnel qui sont inexactes sont rectifiées ou supprimées. Les données à caractère personnel devraient être traitées de manière à garantir une sécurité et une confidentialité appropriées, y compris pour prévenir l’accès non autorisé à ces données et à l’équipement utilisé pour leur traitement ainsi que l’utilisation non autorisée de ces données et de cet équipement. | 15) Tout traitement de données à caractère personnel devrait être licite et loyal ***et s’effectuer au regard d’objectifs bien déterminés et explicites***. Le fait que des données à caractère personnel concernant des personnes physiques sont collectées, utilisées, consultées ou traitées d’une autre manière et la mesure dans laquelle ces données sont ou seront traitées devraient être transparents à l’égard des personnes physiques concernées. Le principe de transparence exige que toute information et toute communication relatives au traitement de ces données à caractère personnel soient aisément accessibles, faciles à comprendre, et formulées en des termes clairs et simples. Ce principe vaut, notamment, pour les informations communiquées aux personnes concernées sur l’identité du responsable du traitement et sur les finalités du traitement ainsi que pour les autres informations visant à assurer un traitement loyal et transparent à l’égard des personnes physiques concernées et leur droit d’obtenir la confirmation et la communication des données à caractère personnel les concernant qui font l’objet d’un traitement. Les personnes physiques devraient être informées des risques, des règles, des garanties et des droits liés au traitement des données à caractère personnel et des modalités d’exercice de leurs droits en ce qui concerne ce traitement. En particulier, les finalités spécifiques du traitement des données à caractère personnel devraient être explicites et légitimes, et déterminées lors de la collecte des données à caractère personnel. Les données à caractère personnel devraient être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire pour les finalités pour lesquelles elles sont traitées. Cela exige, notamment, de garantir que la durée de conservation des données est limitée au strict minimum. Les données à caractère personnel ne devraient être traitées que si la finalité du traitement ne peut être raisonnablement atteinte par d’autres moyens. Afin de garantir que les données ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire, des délais devraient être fixés par le responsable du traitement pour leur effacement ou pour un examen périodique. Il y a lieu de prendre toutes les mesures raisonnables afin de garantir que les données à caractère personnel qui sont inexactes sont rectifiées ou supprimées. Les données à caractère personnel devraient être traitées de manière à garantir une sécurité et une confidentialité appropriées, y compris pour prévenir l’accès non autorisé à ces données et à l’équipement utilisé pour leur traitement***, leur divulgation pendant la transmission*** ainsi que l’utilisation non autorisée de ces données et de cet équipement. |

Amendement 7

Proposition de règlement

Considérant 18

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 18) Le droit de l’Union ***incluant les règles internes visées*** dans le présent règlement devrait être clair et précis et son application devrait être prévisible pour les justiciables, conformément ***à la jurisprudence de*** la ***Cour de justice de l’Union*** européenne ***et*** de ***la Cour européenne*** des droits de l’homme. | 18) Le droit de l’Union ***visé*** dans le présent règlement devrait être clair et précis et son application devrait être prévisible pour les justiciables, conformément ***aux exigences énoncées par*** la ***charte et par la convention*** européenne de ***sauvegarde*** des droits de l’homme ***et des libertés fondamentales***. |

Amendement 8

Proposition de règlement

Considérant 20

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 20) Lorsque le traitement est fondé sur le consentement de la personne concernée, le responsable du traitement devrait être en mesure de prouver que ladite personne a consenti à l’opération de traitement. En particulier, dans le cadre d’une déclaration écrite relative à une autre question, des garanties devraient exister afin de garantir que la personne concernée est consciente du consentement donné et de sa portée. Conformément à la directive 93/13/CEE14 du Conseil, une déclaration de consentement rédigée préalablement par le responsable du traitement devrait être fournie sous une forme compréhensible et aisément accessible, et formulée en des termes clairs et simples, et elle ne devrait contenir aucune clause abusive. Pour que le consentement soit éclairé, la personne concernée devrait connaître au moins l’identité du responsable du traitement et les finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel. Le consentement ne devrait pas être considéré comme ayant été donné librement si la personne concernée ne dispose pas d’une véritable liberté de choix ou n’est pas en mesure de refuser ou de retirer son consentement sans subir de préjudice. | 20) Lorsque le traitement est fondé sur le consentement de la personne concernée, le responsable du traitement devrait être en mesure de prouver que ladite personne a consenti à l’opération de traitement. En particulier, dans le cadre d’une déclaration écrite relative à une autre question, des garanties devraient exister afin de garantir que la personne concernée est consciente du consentement donné et de sa portée. Conformément à la directive 93/13/CEE14 du Conseil, une déclaration de consentement rédigée préalablement par le responsable du traitement devrait être fournie sous une forme compréhensible et aisément accessible, et formulée en des termes clairs et simples, et elle ne devrait contenir aucune clause abusive. Pour que le consentement soit éclairé, la personne concernée devrait connaître au moins l’identité du responsable du traitement et les finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel***, ainsi que les catégories de destinataires des données, et devrait être informée du droit d’accès aux données et du droit d’intervenir à l’égard de ces données***. Le consentement ne devrait pas être considéré comme ayant été donné librement si la personne concernée ne dispose pas d’une véritable liberté de choix ou n’est pas en mesure de refuser ou de retirer son consentement sans subir de préjudice. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 14 Directive 93/13/CEE du Conseil du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs (JO L 95 du 21.4.1993, p. 29). | 14 Directive 93/13/CEE du Conseil du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs (JO L 95 du 21.4.1993, p. 29). |

Amendement 9

Proposition de règlement

Considérant 22

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 22) Lorsque des destinataires établis dans l’Union et soumis au règlement (UE) 2016/679 ou à la directive (UE) 2016/680 souhaiteraient que des données à caractère personnel leur soient transmises par des institutions et organes de l’Union, ces destinataires devraient ***démontrer que*** la transmission est nécessaire à la réalisation de leur objectif, ***qu’elle*** est proportionnée et ***qu’elle*** ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif. Les institutions et organes de l’Union devraient démontrer cette nécessité lorsqu’ils sont eux-mêmes à l’origine de la transmission, conformément au principe de transparence. | 22) Lorsque des destinataires établis dans l’Union et soumis au règlement (UE) 2016/679 ou à la directive (UE) 2016/680 souhaiteraient que des données à caractère personnel leur soient transmises par des institutions et organes de l’Union, ces destinataires devraient ***communiquer au responsable du traitement une demande motivée de transmission qui devrait servir de base au responsable du traitement afin qu’il évalue si*** la transmission est nécessaire à la réalisation de leur objectif, ***si elle*** est proportionnée et ***si elle*** ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif. Les institutions et organes de l’Union devraient démontrer cette nécessité lorsqu’ils sont eux-mêmes à l’origine de la transmission, conformément au principe de transparence. |

Amendement 10

Proposition de règlement

Considérant 23

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (23) Les données à caractère personnel qui sont, par nature, particulièrement sensibles du point de vue des libertés et des droits fondamentaux méritent une protection spécifique, car le contexte dans lequel elles sont traitées pourrait engendrer des risques importants pour ces libertés et droits. Ces données à caractère personnel devraient comprendre les données à caractère personnel qui révèlent l’origine raciale ou ethnique, étant entendu que l’utilisation de l’expression «origine raciale» dans le présent règlement n’implique pas que l’Union adhère à des théories tendant à établir l’existence de races humaines distinctes. Le traitement des photographies ne devrait pas systématiquement être considéré comme constituant un traitement de catégories particulières de données à caractère personnel, étant donné que celles-ci ne relèvent de la définition de données biométriques que lorsqu’elles sont traitées selon un mode technique spécifique permettant l’identification ou l’authentification unique d’une personne physique. Outre les exigences spécifiques applicables au traitement des données sensibles, les principes généraux et les autres règles du présent règlement devraient s’appliquer, en particulier en ce qui concerne les conditions de licéité du traitement. Des dérogations à l’interdiction générale de traiter ces catégories particulières de données à caractère personnel devraient être explicitement prévues, entre autres lorsque la personne concernée donne son consentement explicite ou pour répondre à des besoins spécifiques, en particulier lorsque le traitement est effectué dans le cadre d’activités légitimes de certaines associations ou fondations ayant pour objet de permettre l’exercice des libertés fondamentales. | (23) Les données à caractère personnel qui sont, par nature, particulièrement sensibles du point de vue des libertés et des droits fondamentaux méritent une protection spécifique, car le contexte dans lequel elles sont traitées pourrait engendrer des risques importants pour ces libertés et droits. ***Ces données à caractère personnel ne devraient être traitées que si le traitement est autorisé dans des cas spécifiques énoncés dans le présent règlement.*** Ces données à caractère personnel devraient comprendre les données à caractère personnel qui révèlent l’origine raciale ou ethnique, étant entendu que l’utilisation de l’expression «origine raciale» dans le présent règlement n’implique pas que l’Union adhère à des théories tendant à établir l’existence de races humaines distinctes. Le traitement des photographies ne devrait pas systématiquement être considéré comme constituant un traitement de catégories particulières de données à caractère personnel, étant donné que celles-ci ne relèvent de la définition de données biométriques que lorsqu’elles sont traitées selon un mode technique spécifique permettant l’identification ou l’authentification unique d’une personne physique. Outre les exigences spécifiques applicables au traitement des données sensibles, les principes généraux et les autres règles du présent règlement devraient s’appliquer, en particulier en ce qui concerne les conditions de licéité du traitement. Des dérogations à l’interdiction générale de traiter ces catégories particulières de données à caractère personnel devraient être explicitement prévues, entre autres lorsque la personne concernée donne son consentement explicite ou pour répondre à des besoins spécifiques, en particulier lorsque le traitement est effectué dans le cadre d’activités légitimes de certaines associations ou fondations ayant pour objet de permettre l’exercice des libertés fondamentales. |

Amendement 11

Proposition de règlement

Considérant 23 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(23 bis) Les catégories particulières de données à caractère personnel qui méritent une protection plus élevée devraient être traitées uniquement à des fins liées à la santé, lorsqu’il est nécessaire de parvenir à ces fins dans l’intérêt des personnes physiques et de la société dans son ensemble, notamment dans le cadre de la gestion des services et des systèmes de santé ou d’aide sociale. Le présent règlement devrait dès lors prévoir des conditions harmonisées pour le traitement des catégories particulières de données à caractère personnel relatives à la santé, pour répondre à des besoins spécifiques, en particulier lorsque le traitement de ces données est effectué pour certaines fins liées à la santé par des personnes soumises à une obligation légale de secret professionnel. Le droit de l’Union devrait prévoir des mesures spécifiques et appropriées de façon à protéger les droits fondamentaux et les données à caractère personnel des personnes physiques.*** |

Amendement 12

Proposition de règlement

Considérant 24

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (24) Le traitement des catégories particulières de données à caractère personnel peut être nécessaire pour des motifs d’intérêt public dans les domaines de la santé publique, sans le consentement de la personne concernée. Un tel traitement devrait faire l’objet de mesures appropriées et spécifiques de façon à protéger les droits et libertés des personnes physiques. Dans ce contexte, la notion de «santé publique» devrait s’interpréter selon la définition contenue dans le règlement (CE) nº 1338/2008 du Parlement européen et du Conseil15, à savoir tous les éléments relatifs à la santé, c’est-à-dire l’état de santé, morbidité et handicap inclus, les déterminants ayant un effet sur cet état de santé, les besoins en matière de soins de santé, les ressources consacrées aux soins de santé, la fourniture de soins de santé, l’accès universel à ces soins, les dépenses de santé et leur financement, ainsi que les causes de mortalité. De tels traitements de données concernant la santé pour des motifs d’intérêt public ne devraient pas aboutir à ce que des données à caractère personnel soient traitées à d’autres fins ***par des tiers***. | (24) Le traitement des catégories particulières de données à caractère personnel peut être nécessaire pour des motifs d’intérêt public dans les domaines de la santé publique, sans le consentement de la personne concernée. Un tel traitement devrait faire l’objet de mesures appropriées et spécifiques de façon à protéger les droits et libertés des personnes physiques. Dans ce contexte, la notion de «santé publique» devrait s’interpréter selon la définition contenue dans le règlement (CE) nº 1338/2008 du Parlement européen et du Conseil15, à savoir tous les éléments relatifs à la santé, c’est-à-dire l’état de santé, morbidité et handicap inclus, les déterminants ayant un effet sur cet état de santé, les besoins en matière de soins de santé, les ressources consacrées aux soins de santé, la fourniture de soins de santé, l’accès universel à ces soins, les dépenses de santé et leur financement, ainsi que les causes de mortalité. De tels traitements de données concernant la santé pour des motifs d’intérêt public ne devraient pas aboutir à ce que des données à caractère personnel soient traitées à d’autres fins. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 15 Règlement (CE) nº 1338/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif aux statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail (JO L 354 du 31.12.2008, p. 70). | 15 Règlement (CE) nº 1338/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif aux statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail (JO L 354 du 31.12.2008, p. 70). |

Amendement 13

Proposition de règlement

Considérant 37 – alinéa 1

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Des limitations à certains principes spécifiques ainsi qu’au droit à l’information, au droit d’accès aux données à caractère personnel, au droit de rectification ou d’effacement de ces données, au droit à la portabilité des données***, au droit à la confidentialité des communications électroniques*** ainsi qu’à la communication d’une violation de données à caractère personnel à une personne concernée et à certaines obligations connexes des responsables du traitement peuvent être imposées par les actes juridiques adoptés sur la base des traités ***ou des règles internes des institutions et organes de l’Union***, dans la mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique pour garantir la sécurité publique, la prévention des infractions pénales, les enquêtes et les poursuites en la matière ou l’exécution de sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces, y compris la protection de la vie humaine, particulièrement en réponse à des catastrophes d’origine naturelle ou humaine, pour garantir la sécurité intérieure des institutions et organes de l’Union et d’autres objectifs d’intérêt public importants de l’Union ou d’un État membre, notamment un intérêt économique ou financier important de l’Union ou d’un État membre, la tenue de registres publics conservés pour des motifs d’intérêt public général ou la protection de la personne concernée ou des droits et libertés d’autrui, y compris la protection sociale, la santé publique et les finalités humanitaires. | Des limitations à certains principes spécifiques ainsi qu’au droit à l’information, au droit d’accès aux données à caractère personnel, au droit de rectification ou d’effacement de ces données, au droit à la portabilité des données, à la confidentialité des communications électroniques ainsi qu’à la communication d’une violation de données à caractère personnel à une personne concernée et à certaines obligations connexes des responsables du traitement peuvent être imposées par les actes juridiques adoptés sur la base des traités, dans la mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique pour garantir la sécurité publique, la prévention des infractions pénales, les enquêtes et les poursuites en la matière ou l’exécution de sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces, y compris la protection de la vie humaine, particulièrement en réponse à des catastrophes d’origine naturelle ou humaine, pour garantir la sécurité intérieure des institutions et organes de l’Union et d’autres objectifs d’intérêt public importants de l’Union ou d’un État membre, notamment un intérêt économique ou financier important de l’Union ou d’un État membre, la tenue de registres publics conservés pour des motifs d’intérêt public général ou la protection de la personne concernée ou des droits et libertés d’autrui, y compris la protection sociale, la santé publique et les finalités humanitaires. |

Amendement 14

Proposition de règlement

Considérant 37 – alinéa 2

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***Si aucune limitation n’est prévue dans les actes juridiques adoptés sur la base des traités ou des règles internes des institutions et organes de l’Union, ces institutions et ces organes peuvent, dans un cas spécifique, imposer une limitation ad hoc à certains principes spécifiques ainsi qu’aux droits d’une personne concernée si cette limitation respecte l’essence des libertés et droits fondamentaux et, en ce qui concerne l’opération de traitement spécifique, si elle est nécessaire et proportionnée dans une société démocratique pour garantir un ou plusieurs des objectifs mentionnés au premier alinéa. La limitation devrait être notifiée au délégué à la protection des données. Il y a lieu que toutes les limitations respectent les exigences énoncées par la charte et par la convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales.*** | ***supprimé*** |

Amendement 15

Proposition de règlement

Considérant 39 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(39 bis) Le règlement (UE) 2016/679 prévoit que les responsables du traitement démontrent le respect des obligations qui leur incombent par l’application de mécanismes de certification approuvés. De même, les institutions et organes de l’Union devraient être en mesure de démontrer la conformité au présent règlement par l’obtention d’une certification, conformément à l’article 42 du règlement (UE) 2016/679.*** |

Amendement 16

Proposition de règlement

Considérant 42

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (42) Afin de démontrer qu’ils respectent le présent règlement, les responsables du traitement devraient tenir des registres pour les activités de traitement relevant de leur responsabilité et les sous-traitants devraient tenir des registres pour les catégories d’activités de traitement relevant de leur responsabilité. Les institutions et organes de l’Union devraient être tenus de coopérer avec le Contrôleur européen de la protection des données et de mettre ces registres à la disposition de celui-ci, sur demande, pour qu’ils servent au contrôle des opérations de traitement. Les institutions et organes de l’Union devraient ***pouvoir*** établir un registre centralisant les registres de leurs activités de traitement. Pour des raisons de transparence, ils devraient ***aussi pouvoir*** rendre ce registre public. | (42) Afin de démontrer qu’ils respectent le présent règlement, les responsables du traitement devraient tenir des registres pour les activités de traitement relevant de leur responsabilité et les sous-traitants devraient tenir des registres pour les catégories d’activités de traitement relevant de leur responsabilité. Les institutions et organes de l’Union devraient être tenus de coopérer avec le Contrôleur européen de la protection des données et de mettre ces registres à la disposition de celui-ci, sur demande, pour qu’ils servent au contrôle des opérations de traitement. Les institutions et organes de l’Union devraient établir un registre centralisant les registres de leurs activités de traitement. Pour des raisons de transparence, ils devraient rendre ce registre public. |

Amendement 17

Proposition de règlement

Considérant 47

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 47) Le règlement (CE) nº 45/2001 prévoit une obligation générale pour le responsable du traitement de notifier les opérations de traitement de données à caractère personnel au délégué à la protection des données, qui, à son tour, tient un registre des opérations de traitement notifiées. ***Or, cette obligation génère une charge administrative et financière, sans pour autant avoir systématiquement contribué à améliorer la protection des données à caractère personnel. Ces obligations générales de notification sans distinction*** devraient ***dès lors*** être ***supprimées et remplacées par des procédures et des mécanismes efficaces*** ciblant plutôt les types d’opérations de traitement susceptibles d’engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques, du fait de leur nature, de leur étendue, de leur contexte et de leurs finalités. Ces ***types d’opérations*** de ***traitement pourraient inclure ceux*** qui***, notamment,*** impliquent le recours à de nouvelles technologies ou qui sont nouveaux et pour lesquels aucune analyse d’impact relative à la protection des données n’a été effectuée au préalable par le responsable du traitement, ou qui deviennent nécessaires compte tenu du temps écoulé depuis le traitement initial. Dans de tels cas, une analyse d’impact relative à la protection des données devrait être effectuée par le responsable du traitement, préalablement au traitement, en vue d’évaluer la probabilité et la gravité particulières du risque élevé, compte tenu de la nature, de l’étendue, du contexte et des finalités du traitement et des sources du risque. Cette analyse d’impact devrait comprendre, notamment, les mesures, garanties et mécanismes envisagés pour atténuer ce risque, assurer la protection des données à caractère personnel et démontrer le respect du présent règlement. | 47) Le règlement (CE) nº 45/2001 prévoit une obligation générale pour le responsable du traitement de notifier les opérations de traitement de données à caractère personnel au délégué à la protection des données, qui, à son tour, tient un registre des opérations de traitement notifiées. ***Outre*** cette obligation ***générale, des procédures*** et des ***mécanismes efficaces*** devraient être ***mis en place*** ciblant plutôt les types d’opérations de traitement susceptibles d’engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques, du fait de leur nature, de leur étendue, de leur contexte et de leurs finalités. Ces ***procédures devraient également être mises en place notamment lorsqu’il s’agit*** de ***types d’opérations de traitement*** qui impliquent le recours à de nouvelles technologies ou qui sont nouveaux et pour lesquels aucune analyse d’impact relative à la protection des données n’a été effectuée au préalable par le responsable du traitement, ou qui deviennent nécessaires compte tenu du temps écoulé depuis le traitement initial. Dans de tels cas, une analyse d’impact relative à la protection des données devrait être effectuée par le responsable du traitement, préalablement au traitement, en vue d’évaluer la probabilité et la gravité particulières du risque élevé, compte tenu de la nature, de l’étendue, du contexte et des finalités du traitement et des sources du risque. Cette analyse d’impact devrait comprendre, notamment, les mesures, garanties et mécanismes envisagés pour atténuer ce risque, assurer la protection des données à caractère personnel et démontrer le respect du présent règlement. |

Amendement 18

Proposition de règlement

Considérant 50

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 50) Le règlement (UE) 2016/679 a institué le comité européen de la protection des données en tant qu’organe indépendant de l’Union doté de la personnalité juridique. Le comité devrait contribuer à l’application cohérente du règlement (UE) 2016/679 et de la directive 2016/680 dans l’ensemble de l’Union, notamment en conseillant la Commission. Parallèlement, le Contrôleur européen de la protection des données devrait continuer d’exercer ses fonctions de contrôle et de conseil pour toutes les institutions et tous les organes de l’Union, que ce soit de sa propre initiative ou sur demande. Afin de garantir la cohérence des règles applicables en matière de protection des données dans l’ensemble de l’Union, la Commission devrait être tenue de procéder à une consultation ***après*** l’adoption d’actes législatifs ou pendant l’élaboration d’actes délégués et d’actes d’exécution tels que définis aux articles 289, 290 et 291 du TFUE, ***ainsi qu’après*** l’adoption de recommandations et de propositions relatives à des accords conclus avec des pays tiers et des organisations internationales visés à l’article 218 du TFUE, lorsque ces actes, recommandations ou propositions ont une incidence sur le droit à la protection des données à caractère personnel. Dans de tels cas, la Commission devrait être obligée de consulter le Contrôleur européen de la protection des données, sauf lorsque le règlement (UE) 2016/679 prévoit la consultation obligatoire du comité européen de la protection des données, par exemple au sujet de décisions d’adéquation ou d’actes délégués concernant les icônes normalisées et les exigences applicables aux mécanismes de certification. Lorsque l’acte en question revêt une importance particulière pour la protection des droits et libertés des particuliers à l’égard du traitement de leurs données à caractère personnel, la Commission devrait pouvoir, en plus, consulter le comité européen de la protection des données. Dans de tels cas, le Contrôleur européen de la protection des données devrait, en tant que membre du comité européen de la protection des données, coordonner ses travaux avec ce dernier en vue de remettre un avis conjoint. Le Contrôleur européen de la protection des données et, le cas échéant, le comité européen de la protection des données devraient fournir leurs conseils par écrit dans un délai de huit semaines. Ce délai devrait être raccourci en cas d’urgence ou dans d’autres cas jugés appropriés, par exemple lorsque la Commission élabore des actes délégués et des actes d’exécution. | 50) Le règlement (UE) 2016/679 a institué le comité européen de la protection des données en tant qu’organe indépendant de l’Union doté de la personnalité juridique. Le comité devrait contribuer à l’application cohérente du règlement (UE) 2016/679 et de la directive ***(UE)***2016/680 dans l’ensemble de l’Union, notamment en conseillant la Commission. Parallèlement, le Contrôleur européen de la protection des données devrait continuer d’exercer ses fonctions de contrôle et de conseil pour toutes les institutions et tous les organes de l’Union, que ce soit de sa propre initiative ou sur demande. Afin de garantir la cohérence des règles applicables en matière de protection des données dans l’ensemble de l’Union, la Commission devrait être tenue de procéder à une consultation ***lors de*** l’adoption ***de propositions*** d’actes législatifs ou pendant l’élaboration d’actes délégués et d’actes d’exécution tels que définis aux articles 289, 290 et 291 du TFUE, ***et lors de*** l’adoption de recommandations et de propositions relatives à des accords conclus avec des pays tiers et des organisations internationales visés à l’article 218 du TFUE, lorsque ces actes, recommandations ou propositions ont une incidence sur le droit à la protection des données à caractère personnel. Dans de tels cas, la Commission devrait être obligée de consulter le Contrôleur européen de la protection des données, sauf lorsque le règlement (UE) 2016/679 prévoit la consultation obligatoire du comité européen de la protection des données, par exemple au sujet de décisions d’adéquation ou d’actes délégués concernant les icônes normalisées et les exigences applicables aux mécanismes de certification. Lorsque l’acte en question revêt une importance particulière pour la protection des droits et libertés des particuliers à l’égard du traitement de leurs données à caractère personnel, la Commission devrait pouvoir, en plus, consulter le comité européen de la protection des données. Dans de tels cas, le Contrôleur européen de la protection des données devrait, en tant que membre du comité européen de la protection des données, coordonner ses travaux avec ce dernier en vue de remettre un avis conjoint. Le Contrôleur européen de la protection des données et, le cas échéant, le comité européen de la protection des données devraient fournir leurs conseils par écrit dans un délai de huit semaines. Ce délai devrait être raccourci en cas d’urgence ou dans d’autres cas jugés appropriés, par exemple lorsque la Commission élabore des actes délégués et des actes d’exécution. |

Amendement 19

Proposition de règlement

Considérant 50 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(50 bis) Conformément à l’article 75 du règlement (UE) 2016/679, le comité européen de la protection des données dispose d’un secrétariat, qui est assuré par le Contrôleur européen de la protection des données.*** |

Amendement 20

Proposition de règlement

Considérant 52

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 52) Lorsque des données à caractère personnel sont transférées par les institutions et organes de l’Union à des responsables du traitement, sous-traitants ou autres destinataires dans des pays tiers ou à des organisations internationales, le niveau de protection des personnes physiques garanti dans l’Union par le présent règlement ***ne*** devrait ***pas*** être ***compromis***, y compris en cas de transferts ultérieurs de données à caractère personnel au départ du pays tiers ou de l’organisation internationale à des responsables du traitement ou sous-traitants dans le même pays tiers ou dans un pays tiers différent, ou à une autre organisation internationale. En tout état de cause, les transferts vers des pays tiers et des organisations internationales ne peuvent avoir lieu que dans le plein respect du présent règlement. Un transfert ne pourrait avoir lieu que si, sous réserve des autres dispositions du présent règlement, les conditions énoncées dans les dispositions du présent règlement pour le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers ou des organisations internationales sont respectées par le responsable du traitement ou le sous-traitant. | 52) Lorsque des données à caractère personnel sont transférées par les institutions et organes de l’Union à des responsables du traitement, sous-traitants ou autres destinataires dans des pays tiers ou à des organisations internationales, le niveau de protection des personnes physiques garanti dans l’Union par le présent règlement devrait être ***respecté***, y compris en cas de transferts ultérieurs de données à caractère personnel au départ du pays tiers ou de l’organisation internationale à des responsables du traitement ou sous-traitants dans le même pays tiers ou dans un pays tiers différent, ou à une autre organisation internationale. En tout état de cause, les transferts vers des pays tiers et des organisations internationales ne peuvent avoir lieu que dans le plein respect du présent règlement***, du règlement (UE) 2016/679 et des libertés et droits fondamentaux consacrés par la charte***. Un transfert ne pourrait avoir lieu que si, sous réserve des autres dispositions du présent règlement, les conditions énoncées dans les dispositions du présent règlement pour le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers ou des organisations internationales sont respectées par le responsable du traitement ou le sous-traitant. |

Amendement 21

Proposition de règlement

Considérant 53

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 53) La Commission peut décider, en vertu de l’article 45 du règlement (UE) 2016/679, qu’un pays tiers, un territoire ou un secteur déterminé dans un pays tiers, ou une organisation internationale propose un niveau adéquat de protection des données. Dans ce cas, les transferts de données à caractère personnel vers ce pays tiers ou cette organisation internationale par une institution ou un organe de l’Union peuvent avoir lieu sans qu’il soit nécessaire d’obtenir une autre autorisation. | 53) La Commission peut décider, en vertu de l’article 45 du règlement (UE) 2016/679 ***ou de l’article 36 de la directive (UE) 2016/680***, qu’un pays tiers, un territoire ou un secteur déterminé dans un pays tiers, ou une organisation internationale propose un niveau adéquat de protection des données. Dans ce cas, les transferts de données à caractère personnel vers ce pays tiers ou cette organisation internationale par une institution ou un organe de l’Union peuvent avoir lieu sans qu’il soit nécessaire d’obtenir une autre autorisation. |

Amendement 22

Proposition de règlement

Considérant 64 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(64 bis)*** ***La Commission a proposé de modifier le règlement (UE) nº 1024/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 concernant la coopération administrative par l’intermédiaire du système d’information du marché intérieur et abrogeant la décision 2008/49/CE de la Commission («règlement IMI») de sorte que le système IMI puisse être utilisé non seulement par les autorités compétentes des États membres et la Commission, mais aussi par les organes et organismes de l’Union1 bis. Dans l’attente de cette révision, le Contrôleur européen de la protection des données et le Comité européen de la protection des données devraient pouvoir utiliser le système d’information du marché intérieur aux fins de coopération administrative et d’échange d’informations visées dans le règlement général sur la protection des données en vue de son entrée en vigueur le 25 mai 2018.*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Voir l’article 36 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un portail numérique unique pour donner accès à des informations, des procédures et des services d’assistance et de résolution de problèmes, et modifiant le règlement (UE) nº 1024/2012, COM(2017) 256, 2017/0086(COD).*** |

Amendement 23

Proposition de règlement

Considérant 65

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 65) Dans certains cas, le droit de l’Union prévoit un modèle de contrôle coordonné, partagé entre le Contrôleur européen de la protection des données et les autorités de contrôle nationales. En outre, le Contrôleur européen de la protection des données est l’autorité de contrôle d’Europol et un modèle spécifique de coopération avec les autorités de contrôle nationales est mis en place dans le cadre d’un comité de coopération de nature consultative. Afin d’améliorer l’efficacité de la surveillance et du contrôle de l’application des règles matérielles relatives à la protection des données, un modèle unique et cohérent de contrôle coordonné ***devrait être introduit dans l’Union. La Commission*** ***devrait*** ***donc, lorsqu’il y a lieu, soumettre des propositions législatives visant à modifier les actes juridiques qui organisent*** un ***modèle de contrôle coordonné afin de les aligner sur le modèle de contrôle coordonné prévu par le présent règlement***. Le comité européen de la protection des données devrait servir de forum unique garantissant un contrôle coordonné efficace de manière systématique. | 65) Dans certains cas, le droit de l’Union prévoit un modèle de contrôle coordonné, partagé entre le Contrôleur européen de la protection des données et les autorités de contrôle nationales. En outre, le Contrôleur européen de la protection des données est l’autorité de contrôle d’Europol et un modèle spécifique de coopération avec les autorités de contrôle nationales est mis en place dans le cadre d’un comité de coopération de nature consultative. Afin d’améliorer l’efficacité de la surveillance et du contrôle de l’application des règles matérielles relatives à la protection des données, ***le présent règlement*** ***devrait mettre en place*** un modèle unique et cohérent de contrôle coordonné. Le comité européen de la protection des données devrait servir de forum unique garantissant un contrôle coordonné efficace de manière systématique. |

Amendement 24

Proposition de règlement

Article 1 – paragraphe 2

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Le présent règlement protège les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques, et en particulier leur droit à la protection des données à caractère personnel. | 2. Le présent règlement protège les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques ***consacrés par la charte***, et en particulier leur droit à la protection des données à caractère personnel. |

Amendement 25

Proposition de règlement

Article 2 – paragraphe 1

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Le présent règlement s’applique au traitement de données à caractère personnel par toutes les institutions et tous les organes de l’Union***, dans la mesure où ce traitement est effectué pour l’exercice d’activités qui relèvent en tout ou en partie du champ d’application du droit de l’Union***. | 1. Le présent règlement s’applique au traitement de données à caractère personnel par toutes les institutions et tous les organes de l’Union. |

Amendement 26

Proposition de règlement

Article 2 – paragraphe 2 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis. Le présent règlement s’applique également aux agences de l’Union menant des activités relevant des chapitres 4 et 5 du titre V de la troisième partie du traité FUE, y compris lorsque les actes fondateurs de ces agences établissent un régime autonome de protection des données pour le traitement des données opérationnelles à caractère personnel. Les dispositions relatives au traitement spécifique des données à caractère personnel opérationnelles contenues dans les actes fondateurs des agences peuvent préciser et compléter la mise en application du présent règlement.*** |

Amendement 27

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 1 – point a

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a) les définitions figurant dans le règlement (UE) 2016/679, à l’exception de la définition ***du terme*** «responsable du traitement» figurant à l’article4, point7), de ce règlement; | (a) les définitions figurant dans le règlement (UE) 2016/679, à l’exception de la définition ***des termes de*** «responsable du traitement» figurant à l’article4, point7), ***d’«établissement principal» figurant à l’article 4, point 16), d’«entreprise» figurant à l’article 4, point 18), de «groupe d’entreprises», figurant à l’article 4, point 19),*** de ce règlement; ***la définition du terme «communications électroniques» figurant à l’article 4, paragraphe 2, point a), du règlement (UE) XX/XXXX (règlement «vie privée et communications électroniques»);*** |

Amendement 28

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 2 – point d bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis)*** ***«données opérationnelles à caractère personnel»: les données à caractère personnel traitées par les agences de l’Union établies sur la base de la troisième partie, titre V, chapitres 4 et 5, du traité FUE et dans le cadre des missions visées à l’article 42, paragraphe 1, et aux articles 43 et 44 du traité UE afin de réaliser les objectifs fixés dans les actes portant création des agences ou missions susmentionnées.*** |

Amendement 29

Proposition de règlement

Article 4 – paragraphe 1 – partie introductive

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les données à caractère personnel ***doivent être***: | 1. Les données à caractère personnel ***sont***: |

Amendement 30

Proposition de règlement

Article 4 – paragraphe 1 – point d

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) exactes et, si nécessaire, mises à jour; toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder (exactitude); | *(Ne concerne pas la version française.)* |

Amendement 31

Proposition de règlement

Article 5 – paragraphe 2

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. La mission d’intérêt public mentionnée au paragraphe 1, point a), est inscrite dans le droit de l’Union. | 2. La mission d’intérêt public mentionnée au paragraphe 1, point a), est inscrite dans le droit de l’Union. ***La base juridique du traitement visé au paragraphe 1, point b), est fixée dans le droit de l’Union ou dans le droit de l’État membre auquel le responsable du traitement est soumis.*** |

Amendement 32

Proposition de règlement

Article 8 – titre

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Conditions applicables au consentement ***des enfants*** en ce qui concerne les services de la société de l’information | Conditions applicables au consentement ***de l’enfant*** en ce qui concerne les services de la société de l’information |

Amendement 33

Proposition de règlement

Article 8 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 8 bis*** |
|  | ***Transfert de données à caractère personnel entre institutions et organes de l’Union*** |
|  | ***Sans préjudice des articles 4, 5, 6 et 10:*** |
|  | ***1. Les données à caractère personnel ne peuvent faire l’objet de transferts entre institutions ou organes de l’Union ou en leur sein que si elles sont nécessaires à l’exécution légitime de missions relevant de la compétence du destinataire.*** |
|  | ***2. Lorsque les données sont transférées à la suite d’une demande du destinataire, tant le responsable du traitement que le destinataire assument la responsabilité de la légitimité de ce transfert.*** |
|  | ***Le responsable du traitement est tenu de vérifier la compétence du destinataire et d’évaluer à titre provisoire la nécessité du transfert de ces données. Si des doutes se font jour quant à la nécessité de ce transfert, le responsable du traitement demande au destinataire un complément d’informations.*** |
|  | ***Le destinataire veille à ce que la nécessité du transfert des données puisse être ultérieurement vérifiée.*** |
|  | ***3. Le destinataire traite les données à caractère personnel uniquement aux fins qui ont motivé leur transmission.*** |

.

Amendement 34

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 1 – partie introductive

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Sans préjudice des articles 4, 5, 6 et ***10***, des données à caractère personnel ne sont transmises à des destinataires établis dans l’Union et soumis au règlement (UE) 2016/679 ou à la réglementation nationale adoptée en vertu de la directive (UE) 2016/680 que si le ***destinataire*** démontre: | 1. Sans préjudice des articles 4, 5, 6***, 10, 14, de l’article 15, paragraphe 3,*** et ***de l’article 16, paragraphe 4***, des données à caractère personnel ne sont transmises à des destinataires établis dans l’Union et soumis au règlement (UE) 2016/679 ou à la réglementation nationale adoptée en vertu de la directive (UE) 2016/680 que si le ***responsable du traitement*** démontre***, sur la base d’une demande motivée du destinataire***: |

Amendement 35

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 1 – point b

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) que la transmission ***des données est*** nécessaire ***et proportionnée à sa finalité*** et s’il ***n’existe aucune raison*** de penser que cette transmission pourrait porter atteinte aux ***droits, libertés et*** intérêts légitimes de la personne concernée***.*** | b) que la transmission ***est proportionnée et*** nécessaire ***aux fins de servir un intérêt public tel que la transparence ou la bonne administration*** et***,*** s’il ***existe des raisons*** de penser que cette transmission pourrait porter atteinte aux intérêts légitimes de la personne concernée***, après avoir mis manifestement en balance les différents intérêts en présence;*** |

Amendement 36

Proposition de règlement

Article 10 – paragraphe 2 – point a

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) la personne concernée a donné son consentement explicite au traitement de ces données pour une ou plusieurs finalités spécifiques, sauf lorsque le droit de l’Union prévoit que l’interdiction mentionnée au paragraphe 1 ne peut pas être levée par la personne concernée; | a) la personne concernée a donné son consentement explicite au traitement de ces données ***personnelles*** pour une ou plusieurs finalités spécifiques, sauf lorsque le droit de l’Union prévoit que l’interdiction mentionnée au paragraphe 1 ne peut pas être levée par la personne concernée; |

Amendement 37

Proposition de règlement

Article 10 – paragraphe 3

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Les données à caractère personnel mentionnées au paragraphe 1 peuvent faire l’objet d’un traitement aux fins prévues au paragraphe 2, point h), si ces données sont traitées par un professionnel de la santé soumis à une obligation de secret professionnel conformément au droit de l’Union ou sous la responsabilité d’un tel professionnel. | 3. Les données à caractère personnel mentionnées au paragraphe 1 peuvent faire l’objet d’un traitement aux fins prévues au paragraphe 2, point h), si ces données sont traitées par un professionnel de la santé soumis à une obligation de secret professionnel conformément au droit de l’Union ou ***d’un État membre, ou aux règles arrêtées par les instances nationales compétentes, ou*** sous la responsabilité d’un tel professionnel***, ou par une autre personne également soumise à une obligation de secret conformément au droit de l’Union ou d’un État membre, ou aux règles arrêtées par les instances nationales compétentes***. |

Amendement 38

Proposition de règlement

Article 11 – alinéa unique

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Le traitement de données à caractère personnel relatives à des condamnations et à des infractions pénales ou à des mesures de sûreté connexes, conformément à l’article 5, paragraphe 1, ***ne peut être*** effectué que s’il est autorisé par le droit de l’Union***, ce qui peut inclure des règles internes,*** prévoyant des garanties spécifiques et appropriées pour les droits et libertés des personnes concernées. | Le traitement de données à caractère personnel relatives à des condamnations et à des infractions pénales ou à des mesures de sûreté connexes, conformément à l’article 5, paragraphe 1, ***n’est*** effectué que s’il est autorisé par le droit de l’Union prévoyant des garanties spécifiques et appropriées pour les droits et libertés des personnes concernées. |

Amendement 39

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 5 – alinéa unique

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Aucun paiement n’est exigé pour fournir les informations au titre des articles 15 et 16 ni pour procéder à une communication ou prendre une mesure au titre des articles 17 à 24 et de l’article 38. ***Lorsque les demandes d’une personne concernée sont manifestement infondées ou excessives, notamment en raison de leur caractère répétitif, le responsable du traitement peut refuser de donner suite à la demande.*** | Aucun paiement n’est exigé pour fournir les informations au titre des articles 15 et 16 ni pour procéder à une communication ou prendre une mesure au titre des articles 17 à 24 et de l’article 38. |

Amendement 40

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 8

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 8. ***Si la Commission adopte*** des actes délégués en vertu de l’article 12, paragraphe 8, du règlement(UE) 2016/679 aux fins de déterminer les informations à présenter sous la forme d’icônes ainsi que les procédures régissant la fourniture d’icônes normalisées***,*** les institutions et organes de l’Union fournissent, le cas échéant, les informations requises en vertu des articles 15 et16 en combinaison avec ces icônes normalisées. | 8. ***La Commission est habilitée à adopter*** des actes délégués en vertu de l’article 12, paragraphe 8, du règlement(UE) 2016/679 aux fins de déterminer les informations à présenter sous la forme d’icônes ainsi que les procédures régissant la fourniture d’icônes normalisées***;*** les institutions et organes de l’Union fournissent, le cas échéant, les informations requises en vertu des articles 15 et16 en combinaison avec ces icônes normalisées. |

Amendement 42

Proposition de règlement

Article 16 – paragraphe 5 – point c

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) l’obtention ou la communication des informations sont expressément prévues par le droit de l’Union; ou | c) l’obtention ou la communication des informations sont expressément prévues par le droit de l’Union ***auquel le responsable du traitement est soumis et qui prévoit des mesures appropriées visant à protéger l’intérêt légitime de la personne concernée***; ou |

Amendement 43

Proposition de règlement

Article 16 – paragraphe 5 – point d

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) les données à caractère personnel doivent rester confidentielles en vertu d’une obligation de secret professionnel réglementée par le droit de l’Union. | d) les données à caractère personnel doivent rester confidentielles en vertu d’une obligation de secret professionnel réglementée par le droit de l’Union***, y compris une obligation légale de secret professionnel***. |

Amendement 44

Proposition de règlement

Article 16 – paragraphe 5 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***5 bis. Dans les cas visés au paragraphe 5, point b), le responsable du traitement prend des mesures appropriées pour protéger les droits et libertés ainsi que les intérêts légitimes de la personne concernée, y compris en rendant les informations publiquement disponibles;*** |

Amendement 45

Proposition de règlement

Article 20 – paragraphe 1 – point b

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) le traitement ***des données à caractère personnel*** est illicite et la personne concernée s’oppose à ***leur effacement*** et exige à la place la limitation de leur utilisation; | b) le traitement est illicite et la personne concernée s’oppose à ***l’effacement des données à caractère personnel*** et exige à la place la limitation de leur utilisation; |

Amendement 46

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 1 – partie introductive

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Des actes juridiques adoptés sur la base des traités ***ou, pour les questions concernant le fonctionnement des institutions ou organes de l’Union, des règles internes fixées par ces derniers*** peuvent limiter l’application des articles 14 à22 et ***des articles*** ***34 et*** 38, ainsi que de l’article 4 dans la mesure où ses dispositions correspondent aux droits et obligations prévus aux articles 14 à22, lorsqu’une telle limitation respecte l’essence des libertés et droits fondamentaux et qu’elle constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique pour garantir: | 1. Des actes juridiques adoptés sur la base des traités peuvent limiter l’application des articles 14 à22 et ***de l’article*** 38, ainsi que de l’article 4 dans la mesure où ses dispositions correspondent aux droits et obligations prévus aux articles 14 à22, lorsqu’une telle limitation respecte l’essence des libertés et droits fondamentaux et qu’elle constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique pour garantir: |

Amendement 47

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 1 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis. Les actes adoptés en vertu du paragraphe 1 sont clairs et précis. Leur application est prévisible pour les personnes qui y sont soumises.*** |

Amendement 48

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 1 ter (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 ter. En particulier, les actes juridiques adoptés en vertu du paragraphe 1 contiennent des dispositions spécifiques relatives, au moins, le cas échéant:*** |
|  | ***a) aux finalités du traitement ou des catégories de traitement;*** |
|  | ***b) aux catégories de données à caractère personnel;*** |
|  | ***c) à l’étendue des limitations introduites;*** |
|  | ***d) aux garanties destinées à prévenir les abus ou l’accès ou le transfert illicites;*** |
|  | ***e) à la détermination du responsable du traitement ou des catégories de responsables du traitement;*** |
|  | ***f) aux durées de conservation et aux garanties applicables, en tenant compte de la nature, de la portée et des finalités du traitement ou des catégories de traitement;*** |
|  | ***g) aux risques pour les droits et libertés des personnes concernées; et*** |
|  | ***h) au droit des personnes concernées d’être informées de la limitation, à moins que cela risque de nuire à la finalité de la limitation.*** |

Amendement 49

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 2

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***2. Lorsqu’aucune limitation n’est prévue par un acte juridique adopté sur la base des traités ou par une règle interne conformément au paragraphe 1, les institutions et organes de l’Union peuvent limiter l’application des articles 14 à 22 et des articles 34 et 38, ainsi que de l’article 4 dans la mesure où ses dispositions correspondent aux droits et obligations prévus aux articles 14 à 22, lorsqu’une telle limitation respecte l’essence des libertés et droits fondamentaux, en lien avec une opération de traitement spécifique, et qu’elle constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique pour garantir un ou plusieurs des objectifs énumérés au paragraphe 1. La limitation est notifiée au délégué à la protection des données compétent.*** | ***supprimé*** |

Amendement 50

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 3

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Lorsque des données à caractère personnel sont traitées à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, le droit de l’Union***, qui peut inclure les règles internes,*** peut prévoir des dérogations aux droits prévus aux articles 17, 18, 20 et 23, sous réserve des conditions et des garanties énumérées à l’article 13, dans la mesure où ces droits risqueraient de rendre impossible ou d’entraver sérieusement la réalisation des finalités spécifiques et où de telles dérogations sont nécessaires pour atteindre ces finalités. | 3. Lorsque des données à caractère personnel sont traitées à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, le droit de l’Union peut prévoir des dérogations aux droits prévus aux articles 17, 18, 20 et 23, sous réserve des conditions et des garanties énumérées à l’article 13, dans la mesure où ces droits risqueraient de rendre impossible ou d’entraver sérieusement la réalisation des finalités spécifiques et où de telles dérogations sont nécessaires pour atteindre ces finalités. |

Amendement 51

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 4

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Lorsque des données à caractère personnel sont traitées à des fins archivistiques dans l’intérêt public, le droit de l’Union***, qui peut inclure les règles internes,*** peut prévoir des dérogations aux droits prévus aux articles 17, 18, 20, 21, 22 et 23, sous réserve des conditions et des garanties énumérées à l’article 13, dans la mesure où ces droits risqueraient de rendre impossible ou d’entraver sérieusement la réalisation des finalités spécifiques et où de telles dérogations sont nécessaires pour atteindre ces finalités. | 4. Lorsque des données à caractère personnel sont traitées à des fins archivistiques dans l’intérêt public, le droit de l’Union peut prévoir des dérogations aux droits prévus aux articles 17, 18, 20, 21, 22 et 23, sous réserve des conditions et des garanties énumérées à l’article 13, dans la mesure où ces droits risqueraient de rendre impossible ou d’entraver sérieusement la réalisation des finalités spécifiques et où de telles dérogations sont nécessaires pour atteindre ces finalités. |

Amendement 52

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 5

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***5. Les règles internes mentionnées aux paragraphes 1, 3 et 4 sont suffisamment claires et précises et font l’objet d’une publication adéquate.*** | ***supprimé*** |

Amendement 53

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 6

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. Si une limitation est imposée en vertu du paragraphe 1 ***ou 2***, la personne concernée est informée, conformément au droit de l’Union, des principales raisons qui motivent cette limitation et de son droit de saisir le Contrôleur européen de la protection des données. | 6. Si une limitation est imposée en vertu du paragraphe 1, la personne concernée est informée, conformément au droit de l’Union, des principales raisons qui motivent cette limitation et de son droit de saisir le Contrôleur européen de la protection des données. |

Amendement 54

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 7

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 7. Si une limitation imposée en vertu du paragraphe 1 ***ou 2*** est invoquée pour refuser l’accès à la personne concernée, le Contrôleur européen de la protection des données lui fait uniquement savoir, lorsqu’il examine la réclamation, si les données ont été traitées correctement et, dans la négative, si toutes les corrections nécessaires ont été apportées. | 7. Si une limitation imposée en vertu du paragraphe 1 est invoquée pour refuser l’accès à la personne concernée, le Contrôleur européen de la protection des données lui fait uniquement savoir, lorsqu’il examine la réclamation, si les données ont été traitées correctement et, dans la négative, si toutes les corrections nécessaires ont été apportées. |

Amendement 55

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 8

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 8. La communication des informations mentionnées aux paragraphes 6 et 7 et à l’article 46, paragraphe 2, peut être différée, omise ou refusée si elle annule l’effet de la limitation imposée en vertu du paragraphe 1 ***ou 2***. | 8. La communication des informations mentionnées aux paragraphes 6 et 7 et à l’article 46, paragraphe 2, peut être différée, omise ou refusée si elle annule l’effet de la limitation imposée en vertu du paragraphe 1. |

Amendement 56

Proposition de règlement

Article 26 – paragraphe 2 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis. L’application de mécanismes de certification approuvés comme le prévoit l’article 42 du règlement (UE) 2016/679 peut servir d’élément pour démontrer le respect des obligations incombant au responsable du traitement.*** |

Amendement 57

Proposition de règlement

Article 27 – paragraphe 2 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis. Un mécanisme de certification approuvé comme le prévoit l’article 42 du règlement (UE) 2016/679 peut servir d’élément pour démontrer le respect des exigences prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article.*** |

Amendement 58

Proposition de règlement

Article 28 – paragraphe 3

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. ***La*** personne concernée peut exercer les droits que lui confère le présent règlement à l’égard de et contre ***un ou plusieurs*** des responsables du traitement***, en tenant compte de leur rôle tel que défini dans les termes de l’accord mentionné au paragraphe 1***. | 3. ***Indépendamment des termes de l’accord visé au paragraphe 1, la*** personne concernée peut exercer les droits que lui confère le présent règlement à l’égard de et contre ***chacun*** des responsables du traitement. |

Amendement 59

Proposition de règlement

Article 31 – paragraphe 5

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Les institutions et organes de l’Union ***peuvent décider de tenir*** leurs registres des activités de traitement dans un registre central***. Dans ce cas, ils peuvent également décider de mettre*** ce registre à la disposition du public. | 5. Les institutions et organes de l’Union ***tiennent*** leurs registres des activités de traitement dans un registre central ***et mettent*** ce registre à la disposition du public. |

Amendement 60

Proposition de règlement

Chapitre IV – section 2 – titre

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| SÉCURITÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ***ET CONFIDENTIALITÉ DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES*** | SÉCURITÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL |

Amendement 61

Proposition de règlement

Article 33 – paragraphe 3 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 bis. L’application d’un mécanisme de certification approuvé comme le prévoit l’article 42 du règlement (UE) 2016/679 peut servir d’élément pour démontrer le respect des exigences prévues au paragraphe 1 du présent article.*** |

Amendement 62

Proposition de règlement

Article 33 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 33 bis*** |
|  | ***L’application d’un code de conduite approuvé, comme le prévoit l’article 40 du règlement (UE) 2016/679, peut servir d’élément pour démontrer le respect des exigences prévues aux paragraphes 1 et 2.*** |

Amendement 63

Proposition de règlement

Article 34

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***Article 34*** | ***supprimé*** |
| ***Confidentialité des communications électroniques*** |  |
| ***Les institutions et organes de l’Union garantissent la confidentialité des communications électroniques, en particulier en sécurisant leurs réseaux de communications électroniques.*** |  |

Amendement 64

Proposition de règlement

Article 36

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***Article 36*** | ***supprimé*** |
| ***Annuaires d’utilisateurs*** |  |
| ***1. Les données à caractère personnel contenues dans des annuaires d’utilisateurs et l’accès à ces annuaires sont limités à ce qui est strictement nécessaire aux fins spécifiques de l’annuaire.*** |  |
| ***2. Les institutions et organes communautaires prennent toutes les mesures nécessaires pour empêcher que les données à caractère personnel contenues dans les annuaires, qu’ils soient ou non accessibles au public, ne soient utilisées à des fins de prospection directe.*** |  |

Amendement 65

Proposition de règlement

Chapitre 4 – section 2 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***CONFIDENTIALITÉ DES COMMUNICATION ÉLECTRONIQUES*** |

Amendement 66

Proposition de règlement

Article 38 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 38 bis*** |
|  | ***Confidentialité des communications électroniques*** |
|  | ***Les institutions et organes de l’Union garantissent la confidentialité des communications électroniques, en particulier en sécurisant leurs réseaux de communications électroniques.*** |

Amendement 67

Proposition de règlement

Article 38 ter (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 38 ter*** |
|  | ***Annuaires d’utilisateurs*** |
|  | ***1. Les données à caractère personnel contenues dans des annuaires d’utilisateurs et l’accès à ces annuaires sont limités à ce qui est strictement nécessaire aux fins spécifiques de l’annuaire.*** |
|  | ***2. Les institutions et organes de l’Union prennent toutes les mesures nécessaires pour empêcher que les données à caractère personnel contenues dans ces annuaires, qu’ils soient ou non accessibles au public, ne soient utilisées à des fins de prospection directe.*** |

Amendement 68

Proposition de règlement

Article 41 – alinéa unique

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Les institutions et organes de l’Union informent le Contrôleur européen de la protection des données lorsqu’ils élaborent des mesures administratives ***et des règles internes*** relatives au traitement de données à caractère personnel impliquant une institution ou un organe de l’Union, seuls ou conjointement avec d’autres. | Les institutions et organes de l’Union informent le Contrôleur européen de la protection des données lorsqu’ils élaborent des mesures administratives relatives au traitement de données à caractère personnel impliquant une institution ou un organe de l’Union, seuls ou conjointement avec d’autres. |

Amendement 69

Proposition de règlement

Article 42 – paragraphe 1

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. ***Après*** l’adoption de propositions d’acte législatif et de recommandations ou de propositions au Conseil en vertu de l’article 218 du TFUE et lors de l’élaboration d’actes délégués ou d’actes d’exécution***, la Commission consulte le Contrôleur européen de la protection des données lorsque ces propositions, recommandations ou actes ont une incidence sur*** la protection des droits et libertés des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel. | 1. ***Lors de*** l’adoption de propositions d’acte législatif et de recommandations ou de propositions au Conseil en vertu de l’article 218 du TFUE et lors de l’élaboration d’actes délégués ou d’actes d’exécution ***concernant*** la protection des droits et libertés des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel***, la Commission consulte le Contrôleur européen de la protection des données***. |

Amendement 70

Proposition de règlement

Article 44 – paragraphe 4

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Le délégué à la protection des données ***peut être*** un membre du personnel de l’institution ou de l’organe de l’Union, ***ou exercer*** ses missions sur la base d’un contrat de service. | 4. Le délégué à la protection des données ***est*** un membre du personnel de l’institution ou de l’organe de l’Union***.*** ***Dans des circonstances exceptionnelles***, ***compte tenu de leur taille et si les conditions énoncées au paragraphe 2 ne sont pas remplies, les institutions et organes de l’Union peuvent désigner un délégué à la protection des données, qui exerce*** ses missions sur la base d’un contrat de service. |

Amendement 71

Proposition de règlement

Article 45 – paragraphe 5

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Le délégué à la protection des données ***et son personnel sont*** soumis au secret professionnel ou à une obligation de confidentialité en ce qui concerne l’exercice de ***leurs*** missions, conformément au droit de l’Union. | 5. Le délégué à la protection des données ***est*** soumis au secret professionnel ou à une obligation de confidentialité en ce qui concerne l’exercice de ***ses*** missions, conformément au droit de l’Union. |

Amendement 72

Proposition de règlement

Article 46 – paragraphe 1 – point g bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(g bis) veiller à ce que les opérations de traitement ne portent pas atteinte aux droits et libertés des personnes concernées.*** |

Amendement 73

Proposition de règlement

Article 48 – paragraphe 1

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale peut avoir lieu lorsque la Commission a décidé, en vertu de l’article45, paragraphe3, du règlement (UE)2016/679, qu’un niveau de protection adéquat est assuré dans le pays tiers, un territoire ou un ou plusieurs secteurs déterminés dans ce pays tiers, ou l’organisation internationale et que ce transfert vise exclusivement à permettre l’exécution des missions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement. | 1. Un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale peut avoir lieu lorsque la Commission a décidé, en vertu de l’article45, paragraphe3, du règlement (UE)2016/679 ***ou de l’article 36 de la directive (UE) 2016/680***, qu’un niveau de protection adéquat est assuré dans le pays tiers, un territoire ou un ou plusieurs secteurs déterminés dans ce pays tiers, ou l’organisation internationale et que ce transfert vise exclusivement à permettre l’exécution des missions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement. ***Un tel transfert ne nécessite pas d’autorisation spécifique.*** |

Amendement 74

Proposition de règlement

Article 49 – paragraphe 1

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. En l’absence de décision en vertu de l’article 45, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679, le responsable du traitement ou le sous-traitant ne peut transférer des données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale que s’il a prévu des garanties appropriées et à la condition que les personnes concernées disposent de droits opposables et de voies de droit effectives. | 1. En l’absence de décision en vertu de l’article 45, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679, ***ou de l’article 36, paragraphe 3, de la directive (UE) 2016/680, dans le cadre des champs d’application respectifs de ces actes législatifs,*** le responsable du traitement ou le sous-traitant ne peut transférer des données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale que s’il a prévu des garanties appropriées et à la condition que les personnes concernées disposent de droits opposables et de voies de droit effectives. |

Amendement 75

Proposition de règlement

Article 51 – paragraphe 1 – partie introductive

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. En l’absence de décision en vertu de l’article 45, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 ou de garanties appropriées conformément à l’article 49, un transfert ou un ensemble de transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale ne peuvent être effectués que si l’une des conditions suivantes est respectée: | 1. En l’absence de décision en vertu de l’article 45, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679***, ou de l’article 36, paragraphe 3, de la directive (UE) 2016/680, dans le cadre des champs d’application respectifs de ces actes législatifs,*** ou de garanties appropriées conformément à l’article 49, un transfert ou un ensemble de transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale ne peuvent être effectués que si l’une des conditions suivantes est respectée: |

Amendement 76

Proposition de règlement

Article 54 – paragraphe 1

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Le Parlement européen et le Conseil nomment, d’un commun accord, le Contrôleur européen de la protection des données pour une durée de cinq ans, sur la base d’une liste établie par la Commission à la suite d’un appel public à candidatures. Cet appel à candidatures permettra à toutes les personnes intéressées dans l’ensemble de l’Union de soumettre leur candidature. La liste des candidats ***établie par la Commission*** est ***publique***.La commission compétente du Parlement européen***, sur la base de la liste établie par la Commission, peut décider d’organiser une audition*** de manière à pouvoir émettre une préférence. | 1. Le Parlement européen et le Conseil nomment, d’un commun accord, le Contrôleur européen de la protection des données pour une durée de cinq ans, sur la base d’une liste établie ***conjointement*** par ***le Parlement européen, le Conseil et*** la Commission à la suite d’un appel public à candidatures. Cet appel à candidatures permettra à toutes les personnes intéressées dans l’ensemble de l’Union de soumettre leur candidature. La liste des candidats ***est publique et*** est ***composé d’au moins cinq candidats***. La commission compétente du Parlement européen ***peut décider d’organiser une audition des candidats figurant sur la liste*** de manière à pouvoir émettre une préférence. |

Amendement 77

Proposition de règlement

Article 54 – paragraphe 2

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. La liste établie par la Commission, à partir de laquelle le Contrôleur européen de la protection des données est choisi, doit être constituée de personnes offrant toutes garanties d’indépendance et qui possèdent l’expérience et les compétences requises pour l’accomplissement des fonctions de Contrôleur européen de la protection des données, par exemple parce qu’ils appartiennent ou ont appartenu aux autorités de contrôle instituées en vertu de l’article 41 du règlement(UE) 2016/679. | 2. La liste établie ***conjointement*** par ***le Parlement européen, le Conseil et*** la Commission, à partir de laquelle le Contrôleur européen de la protection des données est choisi, doit être constituée de personnes offrant toutes garanties d’indépendance et qui possèdent ***des connaissances spécialisées en matière de protection des données ainsi que*** l’expérience et les compétences requises pour l’accomplissement des fonctions de Contrôleur européen de la protection des données, par exemple parce qu’ils appartiennent ou ont appartenu aux autorités de contrôle instituées en vertu de l’article 41 du règlement(UE) 2016/679. |

Amendement 78

Proposition de règlement

Article 55 – paragraphe 4

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Le contrôleur européen de la protection des données est assisté par un secrétariat. Les fonctionnaires et les autres agents du secrétariat sont nommés par le Contrôleur européen de la protection des données, qui est leur supérieur hiérarchique. Ils en relèvent exclusivement. Leur nombre est arrêté chaque année dans le cadre de la procédure budgétaire. | 4. Le contrôleur européen de la protection des données est assisté par un secrétariat. Les fonctionnaires et les autres agents du secrétariat sont nommés par le Contrôleur européen de la protection des données, qui est leur supérieur hiérarchique. Ils en relèvent exclusivement. Leur nombre est arrêté chaque année dans le cadre de la procédure budgétaire. ***L’article 75, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679 s’applique au personnel du Contrôleur européen de la protection des données chargé de mener à bien les missions conférées au comité européen de la protection des données par le droit de l’Union.*** |

Amendement 79

Proposition de règlement

Article 59 – paragraphe 1 – point e

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (e) obtenir l’accès à tous les locaux du responsable du traitement et du sous-traitant, notamment à toute installation et à tout moyen de traitement, conformément au droit de l’Union ***ou au droit procédural des États membres***. | (e) obtenir l’accès à tous les locaux du responsable du traitement et du sous-traitant, notamment à toute installation et à tout moyen de traitement, conformément au droit de l’Union. |

Amendement 80

Proposition de règlement

Article 59 – paragraphe 3 – point b bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(b bis) autoriser ou non le traitement visé à l’article 40, paragraphe 4;*** |

Amendement 81

Proposition de règlement

Article 61 – titre

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Coopération ***avec*** les autorités de contrôle nationales | Coopération ***entre le Contrôleur européen de la protection des données et*** les autorités de contrôle nationales |

Amendement 82

Proposition de règlement

Article 61 – alinéa unique

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Le Contrôleur européen de la protection des données coopère avec les autorités de contrôle instituées en vertu de l’article ***41*** du règlement (UE) 2016/679 et de l’article ***51*** de la directive (UE) 2016/680 (ci-après dénommées les «autorités de contrôle nationales») ***ainsi qu’avec l’autorité de contrôle commune instituée en vertu de l’article 25 de la décision 2009/917/JAI du Conseil21,*** dans la mesure nécessaire à l’exercice de leurs fonctions respectives, notamment en échangeant toute information utile, en ***demandant aux autorités de contrôle nationales*** d’exercer leurs pouvoirs ou en répondant ***aux*** demandes ***de ces autorités***. | Le Contrôleur européen de la protection des données coopère avec les autorités de contrôle instituées en vertu de l’article***51*** du règlement (UE) 2016/679 et de l’article***41*** de la directive (UE) 2016/680 (ci-après dénommées les «autorités de contrôle nationales») dans la mesure nécessaire à l’exercice de leurs fonctions respectives, notamment en échangeant toute information utile, en ***se demandant mutuellement*** d’exercer leurs pouvoirs ou en répondant ***à leurs*** demandes ***respectives***. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| ***21 Décision 2009/917/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 sur l’emploi de l’informatique dans le domaine des douanes (JO L 323 du 10.12.2009, p. 20–30).*** |  |

Amendement 83

Proposition de règlement

Article 61 – alinéa 1 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Le Contrôleur européen de la protection des données et le comité européen de la protection des données peuvent utiliser le système d’information du marché intérieur établi par le règlement (UE) nº 1024/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 concernant la coopération administrative par l’intermédiaire du système d’information du marché intérieur et abrogeant la décision 2008/49/CE de la Commission («règlement IMI») aux fins de coopération administrative et d’échange d’informations visées aux articles 60 à 62, 64, 65 et 70 du règlement (UE) 2016/679.*** |

Amendement 84

Proposition de règlement

Article 62 – paragraphe 1

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Lorsqu’un acte de l’Union ***renvoie*** au ***présent article***, le Contrôleur européen de la protection des données ***doit coopérer activement avec*** les ***autorités*** de ***contrôle nationales***, afin d’assurer un contrôle effectif des systèmes d’information à grande échelle ou des ***agences*** de l’Union. | 1. Lorsqu’un acte de l’Union ***prévoit que le Contrôleur européen de la protection des données contrôle le traitement des données à caractère personnel*** au ***niveau de l’Union et que les autorités de contrôle nationales contrôlent le traitement des données à caractère personnel au niveau national***, le Contrôleur européen de la protection des données ***et les autorités de contrôle nationales, agissant dans*** les ***limites*** de ***leurs compétences respectives***, ***coopèrent activement dans le cadre de leurs responsabilités*** afin d’assurer un contrôle effectif ***et coordonné*** des systèmes d’information à grande échelle ou des ***institutions, organes et organismes*** de l’Union. |

Amendement 85

Proposition de règlement

Article 62 – paragraphe 2

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Le Contrôleur européen de la protection des données, agissant*** dans le cadre de ***ses*** compétences et de ***ses*** responsabilités, ***doit*** échanger des informations utiles, ***aider à réaliser des audits*** et ***des inspections***, examiner les difficultés d’interprétation ou d’application du présent règlement et d’autres actes de l’Union applicables, étudier les problèmes susceptibles de se présenter lors de l’exercice d’un contrôle indépendant ou lors de l’exercice des droits des personnes concernées, définir des propositions harmonisées visant à trouver des solutions aux problèmes éventuels et sensibiliser le public à la protection des données, si nécessaire ***conjointement avec les autorités nationales de contrôle***. | 2. ***Agissant*** dans le cadre de ***leurs*** compétences et de ***leurs*** responsabilités ***respectives***, ***ils doivent*** échanger des informations utiles, ***s’assister mutuellement dans la réalisation d’audits*** et ***d’inspections***, examiner les difficultés d’interprétation ou d’application du présent règlement et d’autres actes de l’Union applicables, étudier les problèmes susceptibles de se présenter lors de l’exercice d’un contrôle indépendant ou lors de l’exercice des droits des personnes concernées, définir des propositions harmonisées visant à trouver des solutions aux problèmes éventuels et sensibiliser le public à la protection des données, si nécessaire. |

Amendement 86

Proposition de règlement

Article 62 – paragraphe 3

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Aux fins prévues au paragraphe2, le Contrôleur européen de la protection des données ***doit rencontrer*** les autorités de contrôle nationales au moins deuxfois par an dans le cadre du comité européen de la protection des données. Le coût et l’organisation de ces réunions sont à la charge du comité européen de la protection des données. ***Le règlement intérieur est adopté lors de la première réunion.*** ***D’autres méthodes de travail sont mises*** au point ***d’un commun accord***, en fonction des besoins. | 3. Aux fins prévues au paragraphe2, le Contrôleur européen de la protection des données ***et*** les autorités de contrôle nationales ***se réunissent*** au moins deuxfois par an dans le cadre du comité européen de la protection des données. Le coût et l’organisation de ces réunions sont à la charge du comité européen de la protection des données. ***À cet effet, le comité européen*** de la ***protection des données peut mettre*** au point ***d’autres méthodes de travail***, en fonction des besoins. |

Amendement 87

Proposition de règlement

CHAPITRE VIII bis (nouveau) – Titre

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***CHAPITRE VIII bis*** |
|  | ***Traitement des données à caractère personnel opérationnelles*** |

Amendement 88

Proposition de règlement

Article 69 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 bis*** |
|  | ***Champ d’application*** |
|  | ***Par dérogation aux articles 4, 5, 6, 7, 8, 10, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 41, 43, 49, 50 et 51, les dispositions du présent chapitre s’appliquent au traitement de données opérationnelles par les agences de l’Union établies sur la base des chapitres 4 et 5 du titre V de la troisième partie du traité FUE et par les missions visées à l’article 42, paragraphe 1, et aux articles 43 et 43 du traité UE.*** |
|  | ***Les dispositions relatives au traitement spécifique des données à caractère personnel opérationnelles contenues dans les actes fondateurs des agences peuvent préciser et compléter la mise en application du présent règlement.*** |

Amendement 89

Proposition de règlement

Article 69 ter (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 ter*** |
|  | ***Principes relatifs au traitement des données à caractère personnel opérationnelles*** |
|  | ***1. Les données à caractère personnel opérationnelles sont:*** |
|  | ***(a) traitées de manière licite et loyale («licéité et loyauté»);*** |
|  | ***(b) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités; le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l’intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques n’est pas considéré comme incompatible avec les finalités initiales, à condition que les agences et les missions de l’Union fournissent des garanties appropriées, notamment en vue de garantir que les données ne sont pas traitées à d’autres fins («limitation des finalités»);*** |
|  | ***(c) adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées («minimisation des données»);*** |
|  | ***(d) exactes et, si nécessaire, tenues à jour; toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel opérationnelles qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder («exactitude»);*** |
|  | ***(e) conservées sous une forme permettant l’identification des personnes concernées pendant une durée n’excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées;*** |
|  | ***(f) traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel opérationnelles, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d’origine accidentelle, à l’aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées («intégrité et confidentialité»);*** |
|  | ***2. Les agences et les missions de l’Union mettent à la disposition du public un document exposant, sous une forme intelligible, les dispositions applicables en matière de traitement des données à caractère personnel opérationnelles et les moyens disponibles pour l’exercice des droits des personnes concernées.*** |

Amendement 90

Proposition de règlement

Article 69 quater (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 quater*** |
|  | ***Licéité du traitement*** |
|  | ***Le traitement n’est licite que si et dans la mesure où il est nécessaire à l’exécution d’une mission effectuée par les agences ou les missions de l’Union et où il est fondé sur le droit de l’Union. Une disposition du droit de l’Union qui précise et complète le présent règlement au regard du traitement relevant du champ d’application du présent chapitre précise les objectifs du traitement, les données à caractère personnel opérationnelles devant faire l’objet d’un traitement et les finalités du traitement.*** |

Amendement 91

Proposition de règlement

Article 69 quinquies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 quinquies*** |
|  | ***Distinction entre différentes catégories de personnes concernées*** |
|  | ***Les agences et les missions de l’Union établissent une distinction claire entre les données à caractère personnel opérationnelles de différentes catégories de personnes concernées, telles que:*** |
|  | ***(a) les personnes qui sont soupçonnées d’avoir commis une infraction ou d’avoir participé à une infraction pénale relevant de la compétence des agences ou des missions de l’Union, ou qui ont été condamnées pour une telle infraction;*** |
|  | ***(b) les personnes pour lesquelles il existe des indices concrets ou de bonnes raisons de croire qu’elles commettront des infractions pénales relevant de la compétence des agences ou des missions de l’Union;*** |
|  | ***(c) les personnes qui ont été victimes d’une des infractions considérées ou pour lesquelles il existe certains faits qui permettent de penser qu’elles pourraient être les victimes d’une infraction pénale;*** |
|  | ***(d) les personnes pouvant être appelées à témoigner lors d’enquêtes en rapport avec des infractions pénales ou des procédures pénales ultérieures;*** |
|  | ***(e) les personnes pouvant fournir des informations sur des infractions pénales; et*** |
|  | ***(f) les personnes de contact ou les associés d’une des personnes visées aux points (a) ou (b).*** |

Amendement 92

Proposition de règlement

Article 69 sexies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 sexies*** |
|  | ***Distinction entre les données à caractère personnel opérationnelles et vérification de la qualité des données à caractère personnel opérationnelles*** |
|  | ***Les agences et les missions de l’Union établissent une distinction entre les données à caractère personnel opérationnelles fondées sur des faits et celles fondées sur des appréciations personnelles. Les agences et les missions de l’Union traitent les données à caractère personnel opérationnelles de telle manière que l’on puisse identifier l’autorité ayant fourni les données ou la source dont elles ont été extraites. Les agences et les missions de l’Union veillent à ce que les données à caractère personnel opérationnelles inexactes, incomplètes ou qui ne sont plus à jour ne soient pas transmises ou mises à disposition. À cette fin, les agences et les missions de l’Union vérifient la qualité des données à caractère personnel opérationnelles avant leur transmission ou mise à disposition. Dans la mesure du possible, lors de toute transmission de données à caractère personnel opérationnelles, les agences et les missions de l’Union ajoutent des informations nécessaires pour permettre au destinataire de juger de l’exactitude, de l’exhaustivité et de la fiabilité des données à caractère personnel opérationnelles, et de leur niveau de mise à jour. S’il s’avère que des données à caractère personnel opérationnelles inexactes ont été transmises ou que des données à caractère personnel opérationnelles ont été transmises de manière illicite, le destinataire en est informé sans retard. Dans ce cas, les données à caractère personnel opérationnelles sont rectifiées ou effacées ou leur traitement est limité.*** |

Amendement 93

Proposition de règlement

Article 69 septies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 septies*** |
|  | ***Conditions spécifiques applicables au traitement*** |
|  | ***Lorsque les agences et les missions de l’Union soumettent le traitement à des conditions spécifiques, elles informent le destinataire des données à caractère personnel opérationnelles de ces conditions et de l’obligation de les respecter. Les agences et les missions de l’Union respectent les conditions spécifiques applicables au traitement prévues par une autorité nationale conformément à l’article 9, paragraphes 3 et 4, de la directive (UE) 2016/680.*** |

Amendement 94

Proposition de règlement

Article 69 octies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 octies*** |
|  | ***Transmission de données à caractère personnel opérationnelles à d’autres institutions et organes de l’Union*** |
|  | ***Les agences et les missions de l’Union ne transmettent des données à caractère personnel opérationnelles à d’autres institutions ou organes de l’Union que si elles sont nécessaires à l’exécution de leurs missions ou des agences ou missions de l’Union destinataires des données. Lorsque des données à caractère personnel opérationnelles sont transmises à la suite d’une demande de l’autre institution ou organe de l’Union, tant le responsable du traitement que le destinataire assument la responsabilité de la légitimité de ce transfert. Les agences et les missions de l’Union sont tenues de vérifier la compétence de l’autre institution ou organe de l’Union et d’évaluer à titre provisoire la nécessité de la transmission. Si des doutes se font jour quant à la nécessité de cette transmission, les agences et les missions de l’Union demandent au destinataire un complément d’informations. Les autres institutions et organes de l’Union veillent à ce que la nécessité de cette transmission puisse être vérifiée ultérieurement. Les autres institutions et organes de l’Union ne traitent les données à caractère personnel qu’aux fins pour lesquelles elles ont été transmises.*** |

Amendement 95

Proposition de règlement

Article 69 nonies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 nonies*** |
|  | ***Traitement portant sur des catégories particulières de données à caractère personnel opérationnelles*** |
|  | ***Le traitement des données à caractère personnel opérationnelles qui révèlent l’origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, ou l’appartenance syndicale, et le traitement des données génétiques, des données biométriques aux fins d’identifier une personne physique de manière unique, des données à caractère personnel opérationnelles concernant la santé ou des données à caractère personnel opérationnelles concernant la vie sexuelle ou l’orientation sexuelle d’une personne physique sont interdits, à moins qu’ils ne soient strictement nécessaires et proportionnés pour prévenir ou combattre les formes de criminalité relevant des objectifs des agences et des missions de l’Union, et uniquement si elles complètent d’autres données à caractère personnel déjà traitées par ces agences et missions. La sélection d’un groupe particulier de personnes sur la seule base de ces données à caractère personnel est interdite. Le délégué à la protection des données est immédiatement informé du recours au présent article. Les données à caractère personnel opérationnelles visées à l’alinéa ci-dessus ne sont pas transmises à des États membres, à des organes de l’Union, vers des pays tiers ou à des organisations internationales, à moins que cette transmission ne soit strictement nécessaire et proportionnée dans des cas particuliers concernant des formes de criminalité relevant des objectifs des agences et des missions de l’Union et que cela ne soit conforme au chapitre V.*** |

Amendement 96

Proposition de règlement

Article 69 decies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 decies*** |
|  | ***Décision individuelle automatisée, y compris le profilage*** |
|  | ***La personne concernée a le droit de ne pas faire l’objet d’une décision des agences et des missions de l’Union fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, qui produit des effets juridiques défavorables la concernant ou qui, de façon similaire, l’affecte de manière significative.*** |

Amendement 97

Proposition de règlement

Article 69 undecies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 undecies*** |
|  | ***Informations à mettre à la disposition de la personne concernée ou à lui fournir*** |
|  | ***1. Les agences et les missions de l’Union prévoient que le responsable du traitement met à la disposition de la personne concernée au moins les informations suivantes:*** |
|  | ***(a) l’identité et les coordonnées de l’agence ou de la mission de l’Union;*** |
|  | ***(b) les coordonnées du délégué à la protection des données;*** |
|  | ***(c) les finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel opérationnelles;*** |
|  | ***(d) le droit de saisir le Contrôleur européen de la protection des données et les coordonnées de ce dernier;*** |
|  | ***(e) l’existence du droit de demander aux agences et missions de l’Union l’accès aux données à caractère personnel opérationnelles, leur rectification ou leur effacement, et la limitation du traitement des données à caractère personnel opérationnelles relatives à la personne concernée.*** |
|  | ***2. Outre les informations visées au paragraphe 1, les agences et les missions de l’Union fournissent à la personne concernée, dans des cas particuliers, les informations complémentaires suivantes afin de lui permettre d’exercer ses droits:*** |
|  | ***(a) la base juridique du traitement;*** |
|  | ***(b) la durée de conservation des données à caractère personnel opérationnelles ou, lorsque ce n’est pas possible, les critères utilisés pour déterminer cette durée;*** |
|  | ***(c) les catégories de destinataires des données à caractère personnel opérationnelles, y compris dans les pays tiers ou au sein d’organisations internationales;*** |
|  | ***(d) au besoin, d’autres informations complémentaires, en particulier lorsque les données à caractère personnel opérationnelles sont collectées à l’insu de la personne concernée.*** |
|  | ***3. Les agences et les missions de l’Union peuvent retarder ou limiter la fourniture des informations à la personne concernée en application du paragraphe 2, ou ne pas fournir ces informations, dès lors et aussi longtemps qu’une mesure de cette nature est prévue par un acte juridique adopté sur la base des traités et constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique, en tenant dûment compte des droits fondamentaux et des intérêts légitimes de la personne physique concernée, pour:*** |
|  | ***(a) éviter de gêner des enquêtes, des recherches ou des procédures officielles ou judiciaires;*** |
|  | ***(b) éviter de nuire à la prévention et à la détection d’infractions pénales, aux enquêtes et aux poursuites en la matière, ou à l’exécution de sanctions pénales;*** |
|  | ***(c) protéger la sécurité publique dans les États membres;*** |
|  | ***(d) protéger la sécurité nationale des États membres;*** |
|  | ***(e) protéger les droits et libertés d’autrui.*** |

Amendement 98

Proposition de règlement

Article 69 duodecies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 duodecies*** |
|  | ***Droit d’accès de la personne concernée*** |
|  | ***Toute personne concernée a le droit d’obtenir des agences et des missions de l’Union la confirmation que des données à caractère personnel opérationnelles la concernant sont ou ne sont pas traitées, et l’accès aux informations suivantes:*** |
|  | ***(a) les finalités du traitement ainsi que sa base juridique;*** |
|  | ***(b) les catégories de données à caractère personnel opérationnelles concernées;*** |
|  | ***(c) les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel opérationnelles ont été communiquées, en particulier les destinataires qui sont établis dans des pays tiers ou les organisations internationales;*** |
|  | ***(d) la durée envisagée pendant laquelle les données à caractère personnel opérationnelles seront conservées;*** |
|  | ***(e) l’existence du droit de demander aux agences et missions de l’Union la rectification ou l’effacement des données à caractère personnel opérationnelles, ou la limitation du traitement des données à caractère personnel opérationnelles relatives à la personne concernée;*** |
|  | ***(f) le droit de saisir le Contrôleur européen de la protection des données et les coordonnées de ce dernier;*** |
|  | ***(g) la communication des données à caractère personnel opérationnelles en cours de traitement, ainsi que toute information disponible sur l’origine de ces données.*** |

Amendement 99

Proposition de règlement

Article 69 terdecies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 terdecies*** |
|  | ***Limitations du droit d’accès*** |
|  | ***1. Les agences et les missions de l’Union peuvent limiter, entièrement ou partiellement, le droit d’accès de la personne concernée, dès lors et aussi longtemps qu’une telle limitation entière ou partielle est prévue par un acte juridique adopté sur la base des traités et constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique, en tenant dûment compte des droits fondamentaux et des intérêts légitimes de la personne physique concernée, pour:*** |
|  | ***(a) éviter de gêner des enquêtes, des recherches ou des procédures officielles ou judiciaires;*** |
|  | ***(b) éviter de nuire à la prévention et à la détection d’infractions pénales, aux enquêtes et aux poursuites en la matière, ou à l’exécution de sanctions pénales;*** |
|  | ***(c) protéger la sécurité publique dans les États membres;*** |
|  | ***(d) protéger la sécurité nationale des États membres;*** |
|  | ***(f) protéger les droits et libertés d’autrui.*** |
|  | ***2. Dans les cas visés au paragraphe 1, les agences et les missions de l’Union informent la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, de tout refus ou de toute limitation d’accès, ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l’un des objectifs énoncés au paragraphe 1. Les agences et les missions de l’Union informent la personne concernée de la possibilité de saisir le Contrôleur européen de la protection des données ou de former un recours juridictionnel devant la Cour de justice de l’Union européenne. Les agences et les missions de l’Union consignent les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Cette information est mise à la disposition du Contrôleur européen de la protection des données sur demande.*** |

Amendement 100

Proposition de règlement

Article 69 quaterdecies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 quaterdecies*** |
|  | ***Droit de rectification ou d’effacement des données à caractère personnel opérationnelles et limitation du traitement*** |
|  | ***1. Toute personne concernée a le droit d’obtenir des agences et des missions de l’Union, dans les meilleurs délais, la rectification des données à caractère personnel opérationnelles la concernant qui sont inexactes. Compte tenu des finalités du traitement, la personne concernée a le droit d’obtenir que les données à caractère personnel opérationnelles incomplètes soient complétées, y compris en fournissant une déclaration complémentaire. Les agences et les missions de l’Union effacent dans les meilleurs délais les données à caractère personnel opérationnelles et la personne concernée a le droit d’obtenir des agences et des missions de l’Union l’effacement dans les meilleurs délais de données à caractère personnel opérationnelles la concernant lorsque le traitement constitue une violation de l’article 69 ter, 69 quater ou 69 nonies, ou lorsque les données à caractère personnel opérationnelles doivent être effacées pour respecter une obligation légale à laquelle sont soumises les agences et les missions de l’Union.***  ***Au lieu de procéder à l’effacement, les agences et les missions de l’Union limitent le traitement lorsque:*** |
|  | ***(a) l’exactitude des données à caractère personnel opérationnelles est contestée par la personne concernée et il ne peut être déterminé si les données sont exactes ou non; ou*** |
|  | ***(b) les données à caractère personnel opérationnelles doivent être conservées à des fins probatoires.*** |
|  | ***2. Lorsque le traitement est limité en vertu du paragraphe 1, deuxième alinéa, point a), les agences et les missions de l’Union informent la personne concernée avant de lever la limitation du traitement. Les données soumises à limitation ne sont traitées que pour les finalités qui ont empêché leur effacement.*** |
|  | ***3. Les agences et les missions de l’Union informent la personne concernée par écrit de tout refus de rectifier ou d’effacer des données à caractère personnel opérationnelles ou de limiter le traitement, ainsi que des motifs du refus. Les agences et les missions de l’Union peuvent limiter, en tout ou en partie, l’obligation de fournir ces informations, dès lors qu’une telle limitation constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique, en tenant dûment compte des droits fondamentaux et des intérêts légitimes de la personne physique concernée, pour:*** |
|  | ***(a) éviter de gêner des enquêtes, des recherches ou des procédures officielles ou judiciaires;*** |
|  | ***(b) éviter de nuire à la prévention ou à la détection d’infractions pénales, ou aux enquêtes ou aux poursuites en la matière, ou à l’exécution de sanctions pénales;*** |
|  | ***(c) protéger la sécurité publique dans les États membres;*** |
|  | ***(d) protéger la sécurité nationale des États membres;*** |
|  | ***(f) protéger les droits et libertés d’autrui.*** |
|  | ***4. Les agences et les missions de l’Union informent la personne concernée de la possibilité d’introduire une réclamation auprès du Contrôleur européen de la protection des données ou de former un recours juridictionnel devant la Cour de justice de l’Union européenne.*** |
|  | ***5. Les agences et les missions de l’Union communiquent la rectification des données à caractère personnel opérationnelles inexactes à l’autorité compétente dont proviennent les données à caractère personnel opérationnelles inexactes.*** |
|  | ***6. Lorsque des données à caractère personnel opérationnelles ont été rectifiées ou effacées ou que le traitement a été limité en application des paragraphes 1, 2 et 3, les agences et les missions de l’Union adressent une notification aux destinataires et les informent qu’ils doivent rectifier ou effacer les données à caractère personnel opérationnelles ou limiter le traitement des données à caractère personnel opérationnelles sous leur responsabilité.*** |

Amendement 101

Proposition de règlement

Article 69 quindecies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 quindecies*** |
|  | ***Exercice des droits de la personne concernée et vérification par le Contrôleur européen de la protection des données*** |
|  | ***Dans les cas visés à l’article 69 undecies, paragraphe 3, à l’article 69 duodecies et à l’article 69 quaterdecies, paragraphe 4, les droits de la personne concernée peuvent également être exercés par l’intermédiaire du Contrôleur européen de la protection des données.*** |
|  | ***Les agences et les missions de l’Union informent la personne concernée de la possibilité qu’elle a d’exercer ses droits par l’intermédiaire du Contrôleur européen de la protection des données en application du paragraphe 1.*** |
|  | ***Lorsque le droit visé au paragraphe 1 est exercé, le Contrôleur européen de la protection des données informe au moins la personne concernée du fait qu’il a procédé à toutes les vérifications nécessaires ou à un examen. Le Contrôleur européen de la protection des données informe également la personne concernée de son droit de former un recours juridictionnel devant la Cour de justice de l’Union européenne.*** |

Amendement 102

Proposition de règlement

Article 69 sexdecies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 sexdecies*** |
|  | ***Journalisation*** |
|  | ***Les agences et les missions de l’Union établissent des journaux pour toutes les opérations de traitement suivantes dans des systèmes de traitement automatisé: la collecte, la modification, la consultation, la communication, y compris les transferts, l’interconnexion et l’effacement des données à caractère personnel opérationnelles et l’accès à celles-ci.*** |
|  | ***Les journaux des opérations de consultation et de communication permettent d’établir le motif, la date et l’heure de ces opérations, l’identification de la personne qui a consulté ou communiqué les données à caractère personnel opérationnelles, ainsi que, dans la mesure du possible, l’identité des destinataires de ces données à caractère personnel opérationnelles. Ces journaux ne sont utilisés que pour contrôler la protection des données et pour garantir le traitement approprié des données ainsi que leur intégrité et leur sécurité. Il n’est pas possible de modifier ces journaux. Ces journaux sont effacés au bout de trois ans, sauf s’ils demeurent nécessaires à un contrôle en cours. Les agences et les missions de l’Union mettent les journaux à la disposition du Contrôleur européen de la protection des données et de leurs délégués à la protection des données respectifs sur demande.*** |

Amendement 103

Proposition de règlement

Article 69 septdecies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 69 septdecies*** |
|  | ***Transfert de données à caractère personnel opérationnelles à des pays tiers ou à des organisations internationales*** |
|  | ***1. Sous réserve de restrictions éventuelles prévues à l’article 69 terdecies, les agences ou les missions de l’Union peuvent transférer des données à caractère personnel opérationnelles à une autorité d’un pays tiers ou à une organisation internationale, dans la mesure où ce transfert est nécessaire à l’exécution des tâches des agences ou des missions de l’Union, sur la base de l’un des éléments suivants:*** |
|  | ***(a) une décision de la Commission adoptée conformément à l’article 36 de la directive (UE) 2016/680, selon laquelle le pays tiers ou un territoire ou un secteur de traitement de données au sein de ce pays tiers, ou l’organisation internationale en question, assure un niveau de protection adéquat (ci-après dénommée «décision d’adéquation»);*** |
|  | ***(b) un accord international conclu entre l’Union et le pays tiers ou l’organisation internationale concerné(e), en vertu de l’article 218 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, offrant des garanties suffisantes au regard de la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes;*** |
|  | ***(c) un accord de coopération autorisant l’échange de données opérationnelles à caractère personnel, conclu avant la date d’application des actes juridiques constitutifs respectifs des agences de l’Union, entre les agences ou les missions de l’Union et ledit pays tiers ou ladite organisation internationale, conformément à l’article 23 de la décision 2009/371/JAI. Les agences et les missions de l’Union peuvent conclure des arrangements administratifs afin de mettre en œuvre ces accords ou ces décisions d’adéquation.*** |
|  | ***2. Le cas échéant, le directeur exécutif informe le conseil d’administration des échanges de données à caractère personnel opérationnelles effectués sur la base de décisions d’adéquation conformément au paragraphe 1, point a).*** |
|  | ***3. Les agences et les missions de l’Union publient sur leur site internet et tiennent à jour une liste des décisions des décisions d’adéquation, des accords, des arrangements administratifs et des autres instruments liés au transfert de données à caractère personnel opérationnelles conformément au paragraphe 1.*** |
|  | ***4. Au plus tard le 14 juin 2021, la Commission évalue les dispositions figurant dans les accords de coopération visés au paragraphe 1, point c), en particulier celles concernant la protection des données. La Commission informe le Parlement européen et le Conseil du résultat de cette évaluation et peut, le cas échéant, présenter au Conseil une recommandation de décision autorisant l’ouverture de négociations en vue de la conclusion d’un accord international visé au paragraphe 1, point b).*** |
|  | ***5. Par dérogation au paragraphe 1, le cas échéant, le directeur exécutif peut autoriser le transfert de données à caractère personnel opérationnelles vers un pays tiers ou à une organisation internationale, au cas par cas, si ce transfert est:*** |
|  | ***(a) nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d’une autre personne;*** |
|  | ***(b) nécessaire à la sauvegarde des intérêts légitimes de la personne concernée lorsque le droit de l’État membre transférant les données à caractère personnel le prévoit;*** |
|  | ***(c) essentiel pour prévenir une menace grave et immédiate pour la sécurité publique d’un État membre ou d’un pays tiers;*** |
|  | ***(d) nécessaire dans des cas particuliers à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d’enquêtes et de poursuites en la matière, ou d’exécution de sanctions pénales; ou*** |
|  | ***(e) nécessaire dans des cas particuliers à la constatation, à l’exercice ou à la défense d’un droit en justice en rapport avec la prévention et la détection d’une infraction pénale spécifique, les enquêtes et les poursuites en la matière, ou avec l’exécution d’une sanction pénale spécifique.*** |
|  | ***Les données à caractère personnel opérationnelles ne sont pas transférées si le directeur exécutif estime que les libertés et les droits fondamentaux de la personne concernée prévalent sur l’intérêt public dans le cadre du transfert visé aux points d) et e).*** |
|  | ***Aucune dérogation ne peut être applicable aux transferts systématiques, en masse ou structurels.*** |
|  | ***6. Par dérogation au paragraphe 1, le cas échéant, le conseil d’administration peut, en accord avec le CEPD, autoriser, pour une période ne pouvant dépasser un an, renouvelable, une série de transferts conformément au paragraphe 5, points a) à e), compte tenu de l’existence de garanties adéquates en ce qui concerne la protection de la vie privée et des libertés et des droits fondamentaux des personnes physiques. Cette autorisation doit être dûment justifiée et documentée.*** |
|  | ***7. Le directeur exécutif informe le conseil d’administration et le Contrôleur européen de la protection des données dans les meilleurs délais des cas dans lesquels le paragraphe 5 a été appliqué.*** |
|  | ***8. Les agences et les missions de l’Union tiennent un relevé détaillé de tous les transferts effectués au titre du présent article.*** |

Amendement 104

Proposition de règlement

CHAPITRE IX bis (nouveau) – titre

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***CHAPITRE IX bis*** |
|  | ***Réexamen*** |

Amendement 105

Proposition de règlement

Article 70 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 70 bis*** |
|  | ***Clause de réexamen*** |
|  | ***1. Le 1er juin 2021 au plus tard, puis tous les cinq ans par la suite, la Commission présente au Parlement européen un rapport sur l’application du présent règlement, accompagné, le cas échéant, des propositions législatives appropriées.*** |
|  | ***2. L’évaluation ex post prévue au paragraphe 1 accorde une attention particulière à la pertinence du champ d’application du présent règlement et à sa cohérence avec les autres actes législatifs relevant du domaine de la protection des données, et apprécie en particulier la mise en œuvre du chapitre V du présent règlement.*** |
|  | ***3. Le 1er juin 2021 au plus tard, puis tous les cinq ans par la suite, la Commission présente au Parlement européen un rapport sur l’application du chapitre VIII du présent règlement et sur les sanctions appliquées.*** |

Justification

Mieux légiférer, et en particulier utiliser efficacement les évaluations ex post pour rendre compte de l’intégralité du cycle législatif, implique de suivre avec une attention particulière la transposition, l’application et le respect du droit de l’Union et, de manière plus générale, de surveiller ses incidences, son fonctionnement et son efficacité. Une clause de réexamen exhaustif exigeant une évaluation appropriée de l’application du présent règlement, de son champ d’application et des dérogations de pouvoirs prévues répond à cet objectif, de même que la mise en place d’obligations proportionnées en matière d’établissement de rapports.

Amendement 106

Proposition de règlement

Article 70 ter (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 70 ter*** |
|  | ***Réexamen des actes juridiques de l’Union*** |
|  | ***Le 25 mai 2021 au plus tard, la Commission réexamine d’autres actes juridiques qui réglementent le traitement des données à caractère personnel et qui ont été adoptés en vertu des traités, en particulier par les agences créées en vertu des chapitres 4 et 5 du titre V de la troisième partie du traité FUE, afin d’apprécier la nécessité de mettre ces actes juridiques en conformité avec le présent règlement et de formuler, le cas échéant, les propositions nécessaires en vue de modifier ces actes pour garantir une approche cohérente de la protection des données à caractère personnel dans le cadre du présent règlement.*** |

Amendement 107

Proposition de règlement

Article 71 bis (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 71 bis*** |
|  | ***Modifications du règlement (CE) nº 1987/2006*** |
|  | ***Le règlement (UE) nº 1987/2006 du Parlement européen et du Conseil1 bis est modifié comme suit:*** |
|  | ***L’article 46 est remplacé par le texte suivant:*** |
|  | ***«Les autorités de contrôle nationales et le Contrôleur européen de la protection des données, agissant dans les limites de leurs compétences respectives, coopèrent entre eux conformément à l’article 62 du [nouveau règlement 45/2001]».*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Règlement (CE) nº 1987/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 sur l’établissement, le fonctionnement et l’utilisation du système d’information Schengen de deuxième génération (SIS II) (JO L 381 du 28.12.2006, p. 4).*** |

Amendement 108

Proposition de règlement

Article 71 ter (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 71 ter*** |
|  | ***Modifications de la décision du Conseil 2007/533/JAI*** |
|  | ***La décision 2007/533/JAI1 bis du Conseil est modifiée comme suit:*** |
|  | ***L’article 62 est remplacé par le texte suivant:*** |
|  | ***«Les autorités de contrôle nationales et le Contrôleur européen de la protection des données, agissant dans les limites de leurs compétences respectives, coopèrent entre eux conformément à l’article 62 du [nouveau règlement 45/2001]».*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Décision 2007/533/JAI du Conseil du 12 juin 2007 sur l’établissement, le fonctionnement et l’utilisation du système d’information Schengen de deuxième génération (SIS II) (JO L 205 du 7.8.2007, p. 63).*** |

Amendement 109

Proposition de règlement

Article 71 quater (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 71 quater*** |
|  | ***Modifications du règlement (CE) nº 767/2008*** |
|  | ***Le règlement (UE) nº 767/2008 du Parlement européen et du Conseil1 bis est modifié comme suit:*** |
|  | ***L’article 43 est remplacé par le texte suivant:*** |
|  | ***«Les autorités de contrôle nationales et le Contrôleur européen de la protection des données, agissant dans les limites de leurs compétences respectives, coopèrent entre eux conformément à l’article 62 du [nouveau règlement 45/2001]».*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Règlement (CE) nº 767/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 concernant le système d’information sur les visas (VIS) et l’échange de données entre les États membres sur les visas de court séjour (règlement VIS), JO L 218 du 13.8.2008, p. 60.*** |

Amendement 110

Proposition de règlement

Article 71 quinquies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 71 quinquies*** |
|  | ***Modifications du règlement (CE) nº 515/97 du Conseil*** |
|  | ***Le règlement (CE) nº 515/971 bis du Conseil est modifié comme suit:*** |
|  | ***À l’article 37, le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:*** |
|  | ***«Les autorités de contrôle nationales et le Contrôleur européen de la protection des données, agissant dans les limites de leurs compétences respectives, coopèrent entre eux conformément à l’article 62 du [nouveau règlement 45/2001]».*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Règlement (CE) nº 515/97 du Conseil du 13 mars 1997 relatif à l’assistance mutuelle entre les autorités administratives des États membres et à la collaboration entre celles-ci et la Commission en vue d’assurer la bonne application des règlementations douanière et agricole (JO L 82 du 22.3.1997, p. 1).*** |

Amendement 111

Proposition de règlement

Article 71 sexies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 71 sexies*** |
|  | ***Modifications de la décision du Conseil 2009/917/JAI*** |
|  | ***La décision 2009/917/JAI1 bis du Conseil est modifiée comme suit:*** |
|  | ***(1) l’article 25 est supprimé.*** |
|  | ***(2) à l’article 26, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par le texte suivant:*** |
|  | ***«Les autorités de contrôle nationales et le Contrôleur européen de la protection des données, agissant dans les limites de leurs compétences respectives, coopèrent entre eux conformément à l’article 62 du [nouveau règlement 45/2001]».*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Décision 2009/917/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 sur l’emploi de l’informatique dans le domaine des douanes (JO L 323 du 10.12.2009, p. 20).*** |

Amendement 112

Proposition de règlement

Article 71 septies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 71 septies*** |
|  | ***Modifications du règlement (UE) nº 1024/2012*** |
|  | ***Le règlement (UE) nº 1024/2012 du Parlement européen et du Conseil1 bis est modifié comme suit:*** |
|  | ***À l’article 21, les paragraphes 3 et 4 sont supprimés.*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Règlement (UE) nº 1024/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 concernant la coopération administrative par l’intermédiaire du système d’information du marché intérieur et abrogeant la décision 2008/49/CE de la Commission («règlement IMI») (JO L 316 du 14.11.2012, p. 1).*** |

Amendement 113

Proposition de règlement

Article 71 octies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 71 octies*** |
|  | ***Modifications du règlement d’exécution (UE) 2015/2447 de la Commission*** |
|  | ***Le règlement d’exécution (UE) 2015/2447 de la Commission1 bis est modifié comme suit:*** |
|  | ***À l’article 83, le paragraphe 8 est supprimé.*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Règlement d’exécution (UE) 2015/2447 de la Commission du 24 novembre 2015 établissant les modalités d’application de certaines dispositions du règlement (UE) nº 952/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l’Union (JO L 343 du 29.12.2015, p. 558).*** |

Amendement 114

Proposition de règlement

Article 71 nonies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 71 nonies*** |
|  | ***Modifications du règlement (UE) nº 2016/794*** |
|  | ***Le règlement (UE) nº 2016/794 du Parlement européen et du Conseil1 bis est modifié comme suit:*** |
|  | ***(1) Les articles 25, 28, 30, 36, 37, 40, 41 et 46 sont supprimés.*** |
|  | ***(2) L’article 44 est remplacé par le texte suivant:*** |
|  | ***«Les autorités de contrôle nationales et le Contrôleur européen de la protection des données, agissant dans les limites de leurs compétences respectives, coopèrent entre eux conformément à l’article 62 du [nouveau règlement 45/2001]».*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l’Agence de l’Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI (JO L 135 du 24.5.2016, p. 53).*** |

Amendement 115

Proposition de règlement

Article 71 decies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 71 decies*** |
|  | ***Modifications du règlement (UE) 2017/XX du Conseil*** |
|  | ***Le règlement (CE) nº 2017/...1 bis du Conseil est modifié comme suit:*** |
|  | ***(1) Les articles 36 sexies, 36 septies, 37, 37 ter, 37 quater, 37 quater quater, 37quater quater quater, 37 quinquies, 37 sexies, 37 septies, 37 octies, 37 nonies, 37 decies, 37 undecies, 37 duodecies, 37 quindecies, 37 sexdecies, 41, 41 bis, 41 ter, 43 bis, 43 ter, 43 quater, 43 quinquies, 43 sexies et 46 sont supprimés.*** |
|  | ***(2) L’article 45 est remplacé par le texte suivant:*** |
|  | ***«Les autorités de contrôle nationales et le Contrôleur européen de la protection des données, agissant dans les limites de leurs compétences respectives, coopèrent entre eux conformément à l’article 62 du [nouveau règlement 45/2001]».*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Règlement (UE) 2017/... du Conseil du... mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen (JO L ...).*** |

Amendement 116

Proposition de règlement

Article 71 undecies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 71 undecies*** |
|  | ***Modifications du règlement (UE) 2017/XX*** |
|  | ***Le règlement (UE) 2017/... du Parlement européen et du Conseil1 bis est modifié comme suit:*** |
|  | ***(1) Les articles 27, 29, 30, 31, 33, 36 et 37 sont supprimés.*** |
|  | ***(2) L’article 35 est remplacé par le texte suivant:*** |
|  | ***«Les autorités de contrôle nationales et le Contrôleur européen de la protection des données, agissant dans les limites de leurs compétences respectives, coopèrent entre eux conformément à l’article 62 du [nouveau règlement 45/2001]».*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Règlement (UE) 2017/... du Parlement européen et du Conseil relatif à l’Agence de l’Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust) (JO L ...).*** |

Amendement 117

Proposition de règlement

Article 71 duodecies (nouveau)

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 71 duodecies*** |
|  | ***Modifications du règlement (UE) 2017/XX relatif à Eurodac*** |
|  | ***Le règlement (UE) 2017/... du Parlement européen et du Conseil1 bis est modifié comme suit:*** |
|  | ***(1) Les articles 29, 30, 31 et 39 sont supprimés.*** |
|  | ***(2) L’article 34 est remplacé par le texte suivant:*** |
|  | ***«Les autorités de contrôle nationales et le Contrôleur européen de la protection des données, agissant dans les limites de leurs compétences respectives, coopèrent entre eux conformément à l’article 62 du [nouveau règlement 45/2001]».*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Règlement (UE) 2017/... du Parlement européen et du Conseil relatif à la création d’«Eurodac» pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l’application efficace du [règlement (UE) nº 604/2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l’État membre responsable de l’examen d’une demande de protection internationale introduite dans l’un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride], et de l’identification des ressortissants de pays tiers ou apatrides en séjour irrégulier, et relatif aux demandes de comparaison avec les données d’Eurodac présentées par les autorités répressives des États membres et par Europol à des fins répressives (JO L ...).*** |